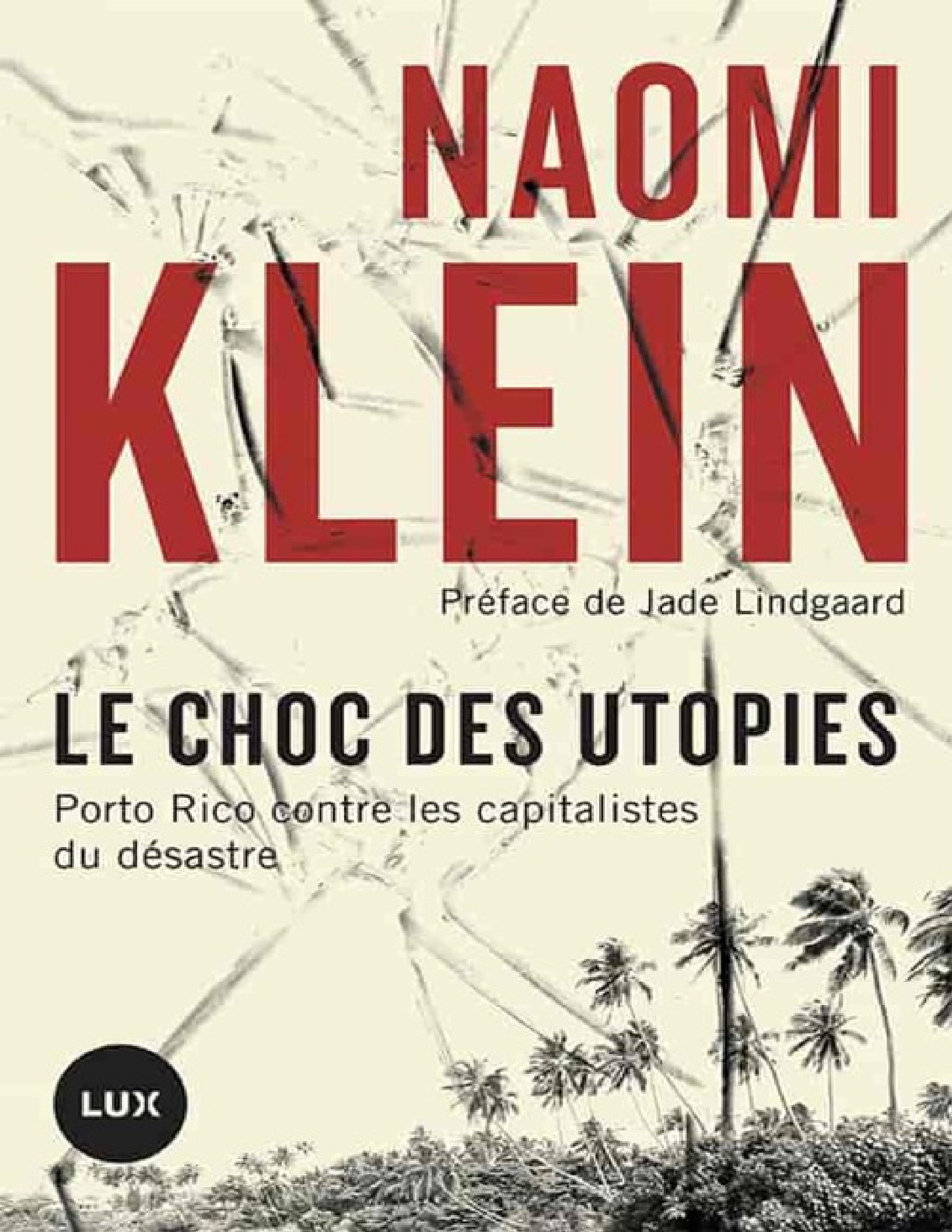
NAOMI KLEIN

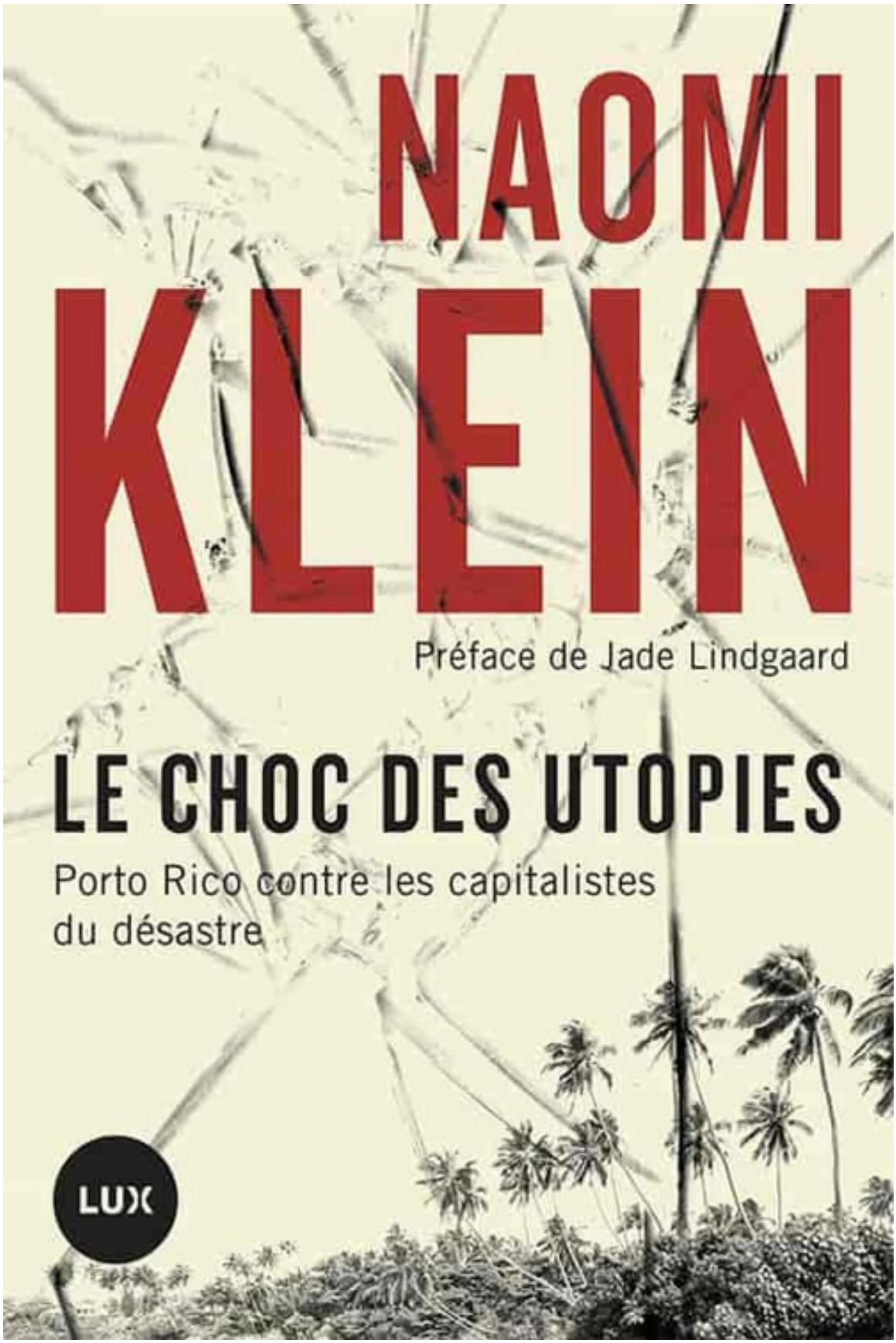
Préface de Jade Lindgaard

LE CHOC DES UTOPIES

Porto Rico contre les capitalistes du désastre



LUX


NAOMI
KLEIN
Préface de Jade Lindgaard
LE CHOC DES UTOPIES
Porto Rico contre les capitalistes
du désastre
LUX

LE CHOC DES UTOPIES

NAOMI KLEIN

LE CHOC DES UTOPIES

Porto Rico contre les capitalistes du désastre

Traduit de l'anglais par Julien Besse
Préface de Jade Lindgaard

© Klein Lewis Productions, 2018
naomiklein.org
Titre original: *The Battle for Paradise: Puerto Rico Takes on the Disaster Capitalists*

© Lux Éditeur, 2019
www.luxediteur.com

Les droits d'auteur des versions anglaise, espagnole et française de ce livre sont directement versés à JunteGente. Pour plus d'information, voir: juntegente.org.

Conception graphique de la couverture: David Drummond

Dépôt légal: 1er trimestre 2019
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN (papier): 978-2-89596-289-2
ISBN (epub): 978-2-89596-754-5
ISBN (pdf): 978-2-89596-944-0

Ouvrage publié avec le concours du Conseil des arts du Canada, du Programme de crédit d'impôt du gouvernement du Québec et de la SODEC. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada pour nos activités d'édition.

Préface

En 2007, Naomi Klein apporte une importante contribution à l'histoire de la mondialisation néolibérale avec son livre *La stratégie du choc* (Actes Sud, 2008). Elle y décrit comment un véritable «capitalisme du désastre» a vu le jour et profite des catastrophes pour privatiser des pans entiers d'activités d'intérêt général dans les sociétés brutalisées, que ce soit par la guerre, la récession, les attaques terroristes, ou les catastrophes naturelles. Elle y présente les cas de La Nouvelle-Orléans après le passage de l'ouragan Katrina en 2005, des économies de l'océan Indien ravagées par le tsunami de 2004, de l'Irak après l'invasion anglo-américaine, de la Russie postsoviétique, etc. À l'époque de sa publication, l'enquête de la journaliste et militante canadienne est critiquée pour certaines approximations et ses montées en généralité parfois un peu rapides, mais la puissance d'interprétation qu'elle propose et la clarté de son propos emportent la conviction et, douze ans plus tard, l'idée que des banques, des compagnies d'assurances et des promoteurs immobiliers profitent financièrement des chocs subis par les plus vulnérables s'est imposée.

Le choc des utopies prolonge cette étude avec un exemple édifiant: le cas de Porto Rico après le passage des ouragans Irma et Maria, en septembre 2017. Ce protectorat américain s'est vu privé d'électricité, de ports et de routes pendant des mois. L'immense majorité des habitant·e·s de l'île ont dû vivre sans eau courante et privé·e·s de vivres et d'autres biens de première nécessité. Un grand nombre d'entre elles et eux ont été forcé·e·s d'interrompre leur traitement médical, à cause de la pénurie de médicaments. Les récoltes ont été détruites. Le coût de la catastrophe a été estimé à deux milliards de dollars. Le nombre précis de morts provoquées par le passage de Maria à Porto Rico n'était toujours pas établi lors de la parution du reportage de Naomi Klein dans *The Intercept*. Il était surtout ridiculement sous-estimé,

avec seulement 64 décès comptabilisés début 2017. Un an après, le bilan humain officiellement reconnu par Porto Rico atteint 2 975 victimes. Mais une étude réalisée par une équipe de chercheurs de l'université Harvard comptabilise plus de 4 645 décès. Le drame s'est prolongé par un démantèlement des services publics sur l'île caribéenne.

La succession d'événements rappelle les cas étudiés par Naomi Klein dans *La stratégie du choc*: une catastrophe naturelle dévaste un territoire et ces dégâts sont utilisés comme prétexte pour démanteler des infrastructures publiques essentielles. Mais dix ans après la parution de ce livre, le contexte a complètement changé et, avec lui, la réception de l'analyse de Naomi Klein. Nous vivons désormais en pleine conscience et expérience des dérèglements du climat, de leurs effets irréversibles, et d'un constat effrayant: l'inaction des pouvoirs publics face à ce changement de monde. Même les gouvernements les plus volontaristes dans leur discours échouent à prendre les décisions nécessaires à une sortie des énergies fossiles ou à les mettre en œuvre. La consommation de charbon, de pétrole et de gaz est pourtant la principale cause des dérèglements climatiques. Tandis que de grandes puissances internationales – États-Unis, Brésil, Australie, Russie – portent à leur tête des dirigeants hostiles aux politiques de réduction des gaz à effet de serre. Plus personne ne doute sincèrement que les bouleversements en cours du système climatique vont augmenter l'intensité et la régularité des événements extrêmes (tremblements de terre, cyclones, inondations, etc.). Et pour les pays protégés par une localisation plus clémente les éloignant de la route des ouragans les plus féroces et des failles sismiques les plus actives, il devient nécessaire d'imaginer l'inimaginable: sécheresses sans précédents, disparition d'espèces animales autrefois communes, fonte de sommets que l'on croyait éternels. Tout le monde est vulnérable à l'heure des changements climatiques, et c'est la raison pour laquelle les épreuves subies par de petits territoires comme Porto Rico – où vivent un peu plus de trois millions de personnes – ne sont plus des expériences mineures ou trop spécifiques pour être généralisées. Elles sont majeures, car elles préfigurent des situations qui vont se multiplier, se durcir et bouleverser les existences de millions de gens. Y compris au cœur du prétendu premier monde, ces pays occidentaux et industrialisés qui ne sont plus à l'abri de bouleversements destructeurs.

Porto Rico est, de ce point de vue, un terrible révélateur des inégalités internes aux pays riches: territoire appartenant aux États-Unis sans être

formellement un État américain, ses habitant·e·s ne peuvent pas voter aux élections présidentielles et législatives, mais bénéficient de la citoyenneté américaine. Elles et ils contribuent à la sécurité sociale et au système d'assurance de santé pour les plus âgé·e·s (Medicare), mais n'ont pourtant reçu l'aide du bateau-hôpital USNS *Comfort* que tardivement et trop brièvement. Donald Trump s'est bien rendu sur l'île après le passage de Maria, mais pour se féliciter de l'efficacité de son administration et lancer des rouleaux de papier absorbant à la foule rassemblée dans un centre humanitaire de San Juan, la capitale de l'île, comme on jette de la nourriture à des animaux. Ces images qui ont fait le tour du monde illustrent on ne peut mieux l'insensibilité du président américain. Face à un État défaillant, des réseaux de solidarité internationale, des brigades de justice climatique et des mobilisations associatives et humanitaires sont, elles, venues en aide aux sinistrés. En 2005, les catastrophes provoquées par l'ouragan Katrina à La Nouvelle-Orléans ont été un coup de semonce pour celles et ceux qui découvraient alors l'ampleur des inégalités et du racisme environnemental aux États-Unis. La population noire et pauvre de la ville a été littéralement abandonnée des jours durant par l'administration de George W. Bush. Des années plus tard, la ville de Louisiane s'est reconstruite sans laisser de place à ses ancien·ne·s habitant·e·s les plus vulnérables.

C'est là que le reportage de Naomi Klein sur Porto Rico devient une contribution très instructive pour le contexte français. Il nous interroge sur l'indifférence que suscitent en métropole les catastrophes qui déferlent sur les écosystèmes ultramarins. Les ouragans frappent les territoires français des Caraïbes avec une régularité de métronome, mais n'attirent l'attention des médias métropolitains que pendant quelques heures – tandis que les scènes, souvent fantasmées, de pillages structurent le débat public pendant de longues journées. Et ces événements climatiques extrêmes ne sont pas les seules catastrophes qui s'abattent sur les Antilles: la pollution des sargasses, ces algues brunes qui prolifèrent sur les plages de Guadeloupe et de Martinique et qui dégagent de l'hydrogène sulfuré et de l'ammoniac, des gaz toxiques et des odeurs insupportables. L'État promet des renforts, mais agit peu et beaucoup trop lentement sur place pour prévenir les dommages. Les habitant·e·s en retirent un sentiment d'abandon non démenti à ce jour par l'action des pouvoirs publics. Surtout, on peine à trouver en métropole la moindre trace de mobilisations d'alertes et de solidarités pour les victimes de

ce sinistre, qui est certes moins dévastateur que l'ouragan Maria, mais qui, à l'échelle des sites affectés, bouleverse des modes de vie, des activités économiques et des paysages. Alors que les marées noires sur les plages de Bretagne ou du Var mettent en branle des foules de volontaires venu·e·s nettoyer les souillures d'hydrocarbures, aucun mot d'ordre de ce type n'a circulé en métropole pour nettoyer les plages antillaises. La distance géographique n'explique pas tout. Les îles françaises des Caraïbes semblent emprisonnées dans une extériorité qui permet aux métropolitain·e·s pourtant friand·e·s de vacances au soleil dans ces paysages souvent décrits comme paradisiaques de ne pas se soucier de celles et ceux qui y vivent toute l'année.

C'est tout l'inverse de ce qui s'est passé à Porto Rico, où des brigades de justice climatique, formées selon le modèle des brigades de solidarité internationale, se sont organisées pour venir en aide aux habitant·e·s de l'île et contribuer à sa reconstruction. L'image que nous renvoie le miroir du reportage de Naomi Klein n'est pas à notre honneur. Le déni métropolitain empreint d'égoïsme néocolonial a nourri un autre scandale sanitaire et humain d'une gravité extrême: l'usage pendant des décennies du chlordécone, ce pesticide ultratoxique utilisé dans les bananeraies de Martinique et de Guadeloupe, et qui a contaminé les terres et les corps des habitant·e·s pour des siècles. Recherche et médecine n'ont pas fini d'étudier les ravages de cette pollution massive et moralement inacceptable – ce perturbateur endocrinien toxique fut utilisé en France des années après son interdiction aux États-Unis et son classement comme cancérogène possible par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Quelques jours avant le passage de l'ouragan Maria, un autre ouragan frappait la Caraïbe, en particulier les îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy – tuant 11 personnes (134 au total dans l'ensemble de la Caraïbe) et causant plus de 3 milliards de dollars de dégâts. Pendant plusieurs jours, des territoires français furent privés d'eau potable et d'électricité. Plus des deux tiers des bâtiments y furent détruits. La réponse des autorités a été trop lente, et largement insuffisante, poussant les habitant·e·s à s'auto-organiser. Quitte à se servir là où les biens de première nécessité étaient disponibles: depuis la métropole, la plupart des médias ont décrit des scènes de pillage, analysant les opérations de secours au prisme du maintien de l'ordre, plutôt que de penser la manière dont des habitant·e·s s'organisent pour faire face. Des mois après le passage de l'ouragan Irma, des personnes vivaient encore

dans les décombres. Six mois plus tard, de nombreuses familles n'étaient toujours pas relogées. Plus de la moitié de la population n'était pas assurée et a tout perdu[1]. Des travaux promis par la collectivité de Saint-Martin, qui gère le territoire depuis 2007, n'ont pas été réalisés.

L'autre enseignement majeur que nous pouvons en tirer concerne la notion d'effondrement. Diffusé au grand public par l'historien américain Jared Diamond avec son livre *Effondrement* (Gallimard, 2006), l'idée que les sociétés occidentales sont périssables et pourraient disparaître brutalement, comme d'autres avant elles, a été popularisée en France notamment par Pablo Servigne et Raphaël Stevens avec leur ouvrage *Comment tout peut s'effondrer* (Seuil, 2015). Ils y expliquent que les pays industrialisés vont connaître une crise brutale causée par les dérèglements du climat, la destruction de la biodiversité et la chute des rendements agricoles, engendrant un cycle de violences au cours duquel de nombreuses personnes perdront la vie. Naomi Klein ne fait pas référence au concept d'effondrement – qui semble recevoir moins d'échos dans la sphère américaine que dans l'espace français. Mais ce qu'elle décrit du calvaire de Porto Rico après l'ouragan Maria y ressemble: un pays dépendant à 85 % des importations pour se nourrir et presque entièrement d'hydrocarbures étrangers pour s'approvisionner en énergie se retrouve privé de tout, d'un coup. Il reçoit une aide tardive, lacunaire et parfois caricaturalement inadaptée (les fameux colis de bonbons Skittles, viande reconstituée et gâteaux apéritifs). Il voit déferler sur son territoire des investisseurs et entrepreneurs étrangers hyper-riches, venus faire leurs emplettes en rachetant des lambeaux de services publics pour les transformer en services marchands. Le tout à coups d'exemptions fiscales et de discours hallucinés sur les possibilités de rentabilité offertes par ce marché florissant du désastre. Le pire, dans cette expérience de la catastrophe, explique une militante citée par Naomi Klein, c'est l'impuissance et le désespoir qui naissent de l'incapacité à empêcher la vente de vos ressources communes parce que vous êtes trop occupé·e à essayer de survivre.

Il est important de lire ce récit, car pensée depuis un pays encore riche et protégé des aléas les plus extrêmes, la crainte de l'effondrement est la marque d'un privilège. C'est ce qu'on redoute lorsque l'on a tout, ou en tout cas beaucoup de choses à perdre. Se préparer à l'effondrement quand on vit en ville ou dans une campagne occidentale, cela peut facilement devenir

apprendre à se défendre contre les autres, celles et ceux qui menaceraient vos ressources au cas où surviendrait un désastre. C'est se préparer pour la catastrophe qui viendra peut-être. Dans un moment de forte xénophobie et de repli nationaliste, cela peut engendrer les sentiments les plus égoïstes et claniques. Une nouvelle forme de chacun pour son foyer et pour soi.

Or, c'est un tout autre récit que nous livre Naomi Klein. Oui, il y a bien ces financiers déterritorialisés, attirés par l'odeur du sang et du profit, à la conquête d'une «Portopie» fantasmée. Mais il y a aussi, et elle y consacre une grande part de son récit, les réseaux de solidarités locales qui nourrissent de puissants mécanismes d'autodéfense. Cuisines communautaires, campagnes de financement, collectes et distribution de vivres, nettoyages de rues, reconstructions d'écoles, partage de savoirs et soutien émotionnel. Un centre alternatif d'écologie, la Casa Pueblo, devient un site névralgique de distribution d'aide alimentaire et de matériel, car lui seul dispose encore d'électricité grâce à ses panneaux photovoltaïques. Alors que les bananeraies destinées à l'exportation sont jetées au sol par la tempête, les cultures vernaculaires de patates douces, d'ignames et de manioc, qui poussent sous le sol, survivent à l'ouragan. Cela démontre que l'auto-organisation locale et solidaire marche quand le cadre collectif s'est effondré. Mais aussi cela suppose qu'en amont ces réseaux d'entraide et de partage des savoirs aient été constitués. Que des horizons de justice sociale aient nourri et innervé des pratiques écologistes de culture vivrière et de sobriété énergétique. Que l'on ait eu une approche généreuse, fondée sur l'entraide, de l'adaptation à notre vulnérabilité au changement climatique. En découle un dernier enseignement: l'importance cruciale des liens tissés avec son territoire. Les habitant·e·s de Porto Rico ont le courage et l'énergie de se défendre contre le désastre de l'ouragan et des rapaces capitalistes qui l'accompagnent, parce qu'elles et ils sont attaché·e·s à leurs terres, leur histoire, leurs cultures. C'est ce rapport vital au milieu de vie qui les rend légitimes et puissants. La juriste Sarah Vanuxem (*La propriété de la terre,* Wildproject, 2018) propose de définir la propriété foncière comme la faculté d'habiter un lieu. Les Portoricain·e·s rencontré·e·s par Naomi Klein habitent leur île. Leur histoire soulève une question essentielle: pour qui et par qui sont fabriqués les territoires? À qui appartient Porto Rico: à ses habitant·e·s ou aux investisseurs extérieurs qui veulent en tirer profit?

C'est la question terrible à laquelle se heurtent les victimes

d’accaparement de terres. En France, ce processus d’appropriation foncière passe souvent par l’agrandissement des exploitations agricoles déjà existantes, qui s’étendent à n’en plus finir pour toucher toujours plus d’aides et emprunter plus de fonds, privant les jeunes paysan·ne·s d’accès à la terre. Une des lignes de front les plus vivantes et significatives sur le territoire national concerne la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Certes, les squatteur·e·s et au moins une ferme historique qui s’y sont battu·e·s pendant des années pour empêcher que ne s’y construise un aéroport en plein bocage, sur une zone humide, havre de biodiversité, ont choisi de s’y installer. Contrairement aux habitant·e·s de Porto Rico ou de Saint-Martin, ce fut leur décision de prendre racine sur ce territoire menacé par le bétonnage. Mais elles et ils se retrouvent désormais en butte aux convoitises du monde agricole qui souhaite cultiver et utiliser les hectares réchappés du bétonnage depuis l’abandon du projet d’infrastructure par le gouvernement français en janvier 2018.

À qui appartiennent les terres de la ZAD: aux agricultrices et agriculteurs qui avaient accepté d’être indemnisé·e·s en échange de leur expropriation et veulent y revenir pour toucher des aides européennes? Ou à celles et ceux qui les ont défendues?

À qui appartient le triangle de Gonesse, dans le Val d’Oise, à proximité de l’aéroport de Roissy, au nord de Paris: aux habitant·e·s d’Île-de-France qui veulent y cultiver la terre et créer une ceinture alimentaire, ou à la multinationale Auchan et au groupe chinois Wanda qui veulent y tester de nouvelles formes de commerce en bétonnant 80 hectares de terres? Nul ouragan n’a dévasté ces terres fertiles, longtemps considérées comme le grenier de Paris, mais la désindustrialisation, l’absence d’investissements dans les services publics de base, les images médiatiques stigmatisantes, les violences policières, le sentiment de ne pas avoir droit à la justice ont créé un profond sentiment d’abandon. Dans ce contexte, la promesse d’un investissement de plus de trois milliards d’euros pour construire un quartier de boutiques et de bureaux peut apparaître comme une offre qui ne peut se refuser. C’est une autre forme de capitalisme du désastre.

L’effondrement n’est pas seulement un avenir possible pour notre société de pays riche. C’est une réalité aujourd’hui pour des millions de personnes dans le monde: habitant·e·s de Syrie, du Yémen, du Sahel, descendant·e·s de l’esclavage et de la colonisation européenne de l’Amérique. Habitant·e·s de

Porto Rico. On ne peut penser ces expériences et agir pour les contrer qu'en luttant contre les inégalités économiques, sociales, raciales, néocoloniales qui éloignent les pays pauvres des pays riches. Dans cette perspective, le livre de Naomi Klein est une nécessaire piqûre de rappel sur l'importance de l'enjeu de la justice climatique, au sens politique du terme: lier réduction des gaz à effet de serre et redistribution des revenus, adaptation aux dérèglements du climat et engagements nés de la dette écologique des pays riches envers les États pauvres. Cette exigence n'est plus négociable: c'est là que se joue le choc des utopies. Celui qui oppose celles et ceux qui œuvrent à la destruction du monde, à celles et ceux qui luttent pour le rendre plus vivable, plus juste et plus partagé.

Jade LINDGAARD

Avant-propos

QUELQUES SEMAINES APRÈS le passage de l'ouragan Maria à Porto Rico, des membres de Profesorxs Autoconvocadxs en Resistencia Solidaria (professeur·e·s autoconvoqué·e·s en résistance solidaire, PAReS) – un collectif de professeurs créé pour défendre l'enseignement public durant la grève étudiante à l'université de Porto Rico en 2017 – se sont réunis afin de discuter de la manière de faire face à la dévastation de notre pays et de notre université. Préoccupés par les énormes dégâts matériels provoqués par la tempête, nous redoutions également l'intensification imminente des politiques néolibérales.

Nous savions que le véritable désastre n'était pas l'ouragan, mais la terrible vulnérabilité imposée à Porto Rico du fait de sa relation coloniale avec les États-Unis; la privatisation forcée des soins de santé et d'autres services; les licenciements massifs; les très nombreuses fermetures d'école; la réduction des droits sociaux et des investissements pour le bien-être collectif; l'abandon d'infrastructures sociales et matérielles; et des niveaux élevés de corruption et d'incompétence gouvernementales. Cette vulnérabilité s'est accentuée après l'imposition par Washington du Financial Oversight and Management Board (conseil de supervision et d'administration financières), un organisme non élu comprenant sept membres et prônant la privatisation de l'électricité et des écoles, l'augmentation des coûts des services de base, des compressions budgétaires draconiennes au chapitre de l'enseignement public, des retraites, des congés et d'autres droits – le tout afin de payer aux créanciers une dette de 73 milliards de dollars manifestement illégale, illégitime et impossible à acquitter. Par conséquent, la majorité des habitants de Porto Rico avaient perdu tout espoir en l'avenir avant même que l'ouragan Maria atteigne nos côtes.

PAReS a décidé d'organiser une série de forums sur le thème des catastrophes, dans l'espoir de susciter un débat public et d'inspirer de nouvelles façons d'envisager collectivement la résistance et d'autres scénarios. Nous avons d'abord invité Naomi Klein pour qu'elle s'exprime au sujet de son travail consacré à l'application de la «stratégie du choc» à divers contextes postdésastre. Nous avions pour objectif de souligner la façon dont le capitalisme du désastre était déployé à Porto Rico, de promouvoir des solutions équitables et écologiques et de renforcer le projet d'instruction publique comme bien commun. Nous voulions en outre dénoncer l'exploitation de l'ouragan Maria dans le but de favoriser des politiques néolibérales largement impopulaires qui portent atteinte au bien-être de notre pays et en particulier de ses habitants les plus défavorisés. Ces politiques limiteront des droits de base tels que l'accès à l'eau, à l'électricité et au logement, et détruiront non seulement notre environnement, notre santé et notre démocratie, mais aussi notre qualité de vie et notre stabilité économique. Par la même occasion, elles permettront aux très riches de continuer à s'enrichir.

Solidaire, Naomi a accepté notre invitation et a passé une semaine intense en notre compagnie au mois de janvier 2018. Ensemble, nous avons participé à un forum sur le thème du capitalisme du désastre à l'université de Porto Rico à Río Piedras. Attirant plus de 1 500 personnes, l'événement a reçu une importante couverture médiatique. Nous avons également sillonné l'île pour mener des recherches au sujet de la dette et de la privatisation, de la souveraineté énergétique et de la souveraineté alimentaire. La semaine s'est achevée sur un rassemblement de plus de 60 organisations résistant au capitalisme du désastre. Ces organisations ont continué à se réunir, donnant naissance au réseau JunteGente (peuple rassemblé), dont l'objectif est de rallier différentes luttes pour l'avenir de Porto Rico. La visite de Naomi ainsi que la présence d'autres groupes dont il est question dans cet ouvrage ont permis d'approfondir les discussions en cours quant à la façon dont la société civile mobilisée peut élaborer une stratégie de «contre-choc» capable de résister au capitalisme du désastre et de promouvoir, à l'échelle nationale, d'autres voies que celle du néolibéralisme.

Produit de ces enquêtes et conversations poussées, ce livre décrit clairement le moment historique que vit Porto Rico. Alternant entre les histoires des super-riches cherchant à acheter notre pays au rabais et les

comptes rendus de luttes populaires pour l'agriculture écologique, les énergies renouvelables et l'instruction publique, Klein révèle avec finesse et passion la nature de l'affrontement en cours entre ces visions qui s'opposent. D'un côté se trouve l'utopie (ou, pour nous, la dystopie) d'un Porto Rico devenu villégiature pour les plus fortunés. De l'autre, celle d'un Porto Rico équitable, démocratique et durable pour tous. Qui plus est, Klein aborde les complexités historiques de ce moment, situant les luttes actuelles dans le long processus colonial et néolibéral. Cet ouvrage s'avère donc indispensable pour quiconque souhaite comprendre la crise en cours à Porto Rico et en saisir tous les enjeux, soit rien de moins que la survie des habitants de notre magnifique archipel caribéen.

Federico CINTRÓN MOSCOSO, Gustavo GARCÍA LÓPEZ, Mariolga REYES CRUZ, Juan CARLOS, Rivera RAMOS et Bernat TORT ORIZ
PAReS, avril 2018

1

Une oasis solaire

Comme partout ailleurs à Porto Rico, l'ouragan Maria a plongé la petite ville de montagne d'Adjuntas dans une obscurité totale. Lorsque ses habitants sont sortis de chez eux pour procéder à l'inventaire des dégâts, ils ont constaté qu'ils se trouvaient non seulement sans eau ni électricité, mais également coupés du reste de l'île. La moindre route était bloquée par la boue qui, s'étant écoulée des cimes alentour, formait des tas, ou par des arbres et des branches. Pourtant, dans ce paysage dévasté, on apercevait une lueur.

Non loin de la place principale, dans une imposante bâtisse rose de style colonial, la lumière brillait derrière chaque fenêtre. La maison rayonnait tel un phare dans la nuit terrifiante. Il s'agissait de la Casa Pueblo, un centre communautaire dédié à l'écologie très implanté dans cette partie de l'île. Voilà vingt ans, ses fondateurs, une famille de scientifiques et d'ingénieurs, ont installé des panneaux solaires sur le toit du centre, un geste perçu comme plutôt hippie à l'époque. D'une façon ou d'une autre, ces panneaux (modernisés au fil des années) ont résisté aux vents violents de Maria et aux chutes de débris. Par conséquent, dans l'océan de ténèbres qui a succédé à l'ouragan, la Casa Pueblo disposait de la seule source constante d'électricité à des kilomètres à la ronde.

La Casa Pueblo
Source: Facebook

Aussi, tels des papillons de nuit, des gens de toutes les collines alentour se frayèrent un chemin jusqu'à la lumière accueillante et chaleureuse.

Déjà un carrefour communautaire avant la tempête, la maison rose s'est rapidement imposée comme un centre névralgique pour les opérations de secours autogérées. Il faudrait des semaines pour que la Federal Emergency Management Agency (agence fédérale de gestion des urgences, FEMA) ou toute autre agence assure une assistance digne de ce nom. Les gens ont donc afflué vers la Casa Pueblo en quête de nourriture, d'eau, de bâches et de tronçonneuses, et pour recharger leurs appareils électroniques grâce à sa précieuse source d'électricité. De façon plus décisive encore, la Casa Pueblo a fait office d'hôpital de campagne improvisé, ses pièces aérées se remplissant de personnes âgées à la recherche d'un endroit où brancher leur machine à oxygène.

Grâce aux mêmes panneaux solaires, la station de radio de la Casa Pueblo a pu continuer à émettre, faisant d'elle la seule source d'information pour la

communauté après les dommages causés aux lignes électriques et aux antennes-relais. Vingt ans après leur installation, ces panneaux solaires sur le toit ne paraissaient aucunement futiles: en réalité, ils représentaient la meilleure chance de survie dans un avenir où des phénomènes météorologiques de l'ampleur de Maria se reproduiraient à coup sûr.

Visiter la Casa Pueblo à l'occasion d'un récent voyage sur l'île s'est révélé une expérience assez vertigineuse – un peu comme pénétrer dans une autre dimension, un Porto Rico parallèle où tout fonctionnerait et où chacun déborderait d'optimisme.

Cette vision s'avérait particulièrement discordante, car je venais de passer une bonne partie de la journée sur la côte Sud, région fortement industrialisée, à m'entretenir avec les victimes des effets les plus cruels de l'ouragan Maria. Non seulement leurs quartiers de faible altitude avaient-ils été inondés, mais ces personnes craignaient également que la tempête n'ait libéré, des centrales à combustible fossile et des sites d'essais agricoles des environs, des substances toxiques impossibles à détecter. Composant avec ce risque – et malgré le fait qu'elles demeuraient à proximité de deux des plus importantes centrales électriques de l'île –, nombre de ces personnes vivaient toujours dans le noir.

La situation m'avait paru désespérée, la chaleur écrasante n'arrangeant rien. Mais après le trajet dans les montagnes et mon arrivée à la Casa Pueblo, mon humeur s'est aussitôt adoucie. Ayant franchi les portes grandes ouvertes, nous avons été accueillis avec du café biologique bien chaud issu de la plantation du centre, que gère la communauté. Au-dessus de nos têtes, une averse salutaire ricochait sur les précieux panneaux solaires.

Arturo Massol-Deyá, biologiste barbu et président du bureau de la Casa Pueblo, m'a fait faire le tour du propriétaire: la station de radio, un cinéma à énergie solaire ouvert après la tempête, un jardin à papillons ainsi qu'une boutique vendant de l'artisanat local et la marque très populaire de café maison. Il m'a en outre expliqué les scènes sur les photos encadrées au mur: d'immenses foules manifestant contre l'extraction minière à ciel ouvert (une bataille féroce que la Casa Pueblo a contribué à gagner); des images de l'«école de la forêt» du centre, où les cours se déroulent au grand air; des scènes d'une manifestation à Washington, D.C., contre un projet de gazoduc dans les montagnes alentour (encore une victoire). Le centre communautaire

était un étrange hybride de gîte consacré à l'écotourisme et de cellule révolutionnaire.

S'installant dans une chaise à bascule en bois, Massol-Deyá m'a confié que Maria avait changé son point de vue quant au potentiel de l'île. Pendant des années, m'a-t-il expliqué, il avait milité pour que l'archipel augmente ses investissements dans les énergies renouvelables. Il avait insisté depuis longtemps sur les risques associés à l'extrême dépendance de Porto Rico à l'égard des importations de combustibles fossiles et de la production d'énergie électrique centralisée: la moindre grosse tempête, avait-il indiqué en guise d'avertissement, pourrait démolir l'ensemble du réseau – surtout après des décennies de licenciements d'électriciens qualifiés et de négligence de l'entretien.

Arturo Massol-Deyá
© Cristian Carretero, pour *The Intercept*

À présent, tous ceux dont la demeure se trouvait plongée dans l'obscurité comprenaient ces risques, tandis que pour les gens d'Adjuntas, un coup d'œil à la Casa Pueblo illuminée révélait aussitôt les avantages de l'énergie solaire,

produite à l'endroit même où on la consommait. Comme l'a affirmé Massol-Deyá: «Notre qualité de vie était déjà bonne, parce que nous utilisions l'énergie solaire. La tempête n'y a rien changé. […] Cet endroit est devenu une oasis d'énergie pour la communauté.»

Difficile d'imaginer une filière énergétique plus vulnérable devant les catastrophes accentuées par les changements climatiques que celle de Porto Rico. L'île tire 98 % de son électricité des combustibles fossiles – une proportion stupéfiante. Étant donné qu'elle ne dispose d'aucune source domestique de pétrole, de gaz ou de charbon, tous ces combustibles sont importés par bateau, avant d'être transportés jusqu'à de gigantesques centrales électriques par camion, oléoduc ou gazoduc. L'électricité produite par ces centrales est ensuite acheminée sur de grandes distances grâce à des lignes à haute tension et à un câble sous-marin qui raccorde l'île de Vieques à l'île principale. Il s'agit d'une infrastructure colossale et horriblement coûteuse, ce qui se traduit par des tarifs d'électricité presque deux fois supérieurs à la moyenne des États-Unis.

Fidèle à la mise en garde de défenseurs de l'environnement comme Massol-Deyá, Maria a provoqué des ruptures dévastatrices dans chaque ramification du système énergétique de Porto Rico: le port de San Juan, où accoste une grande partie du combustible importé, a subi la crise de plein fouet, environ 10 000 contenants d'expédition remplis de denrées et de matériel de première nécessité s'empilant sur les docks dans l'attente d'être livrés. Nombre de camionneurs n'ont pu se rendre jusqu'au port en raison de routes bloquées ou parce qu'ils s'efforçaient de mettre leur famille hors de danger. Compte tenu de la quantité limitée de diésel sur l'île, certains ne pouvaient tout simplement pas effectuer de longs trajets. Les files d'attente aux stations-service atteignaient plus d'un kilomètre. La moitié des stations de l'île étaient tout bonnement fermées. La montagne de contenants coincés au port ne cessait de croître.

Au même moment, le câble raccordant Vieques se révélait si endommagé qu'il faudrait plus de six mois pour le réparer. Les lignes acheminant l'électricité des centrales, quant à elles, étaient à terre dans tout l'archipel. Le système s'avérait littéralement hors d'usage.

Cet effondrement général, m'a expliqué Massol-Deyá, lui permettait de plaider en faveur d'un changement rapide et radical au profit des énergies renouvelables. En effet, compte tenu des chocs météorologiques qui ne

manqueront pas de se reproduire, s’approvisionner en énergie à des sources qui ne requièrent pas un complexe réseau de transport tombe sous le sens. Et Porto Rico, bien que pauvre en combustibles fossiles, est baigné par le soleil, balayé par les vents et entouré de vagues.

Les énergies renouvelables ne sont évidemment pas à l’abri des tempêtes. Dans certaines fermes éoliennes et solaires de Porto Rico, les vents violents de Maria ont causé la rupture de pales de turbine (vraisemblablement parce qu’elles avaient été mal installées), ainsi que l’envol de panneaux solaires mal fixés. Cette vulnérabilité explique en partie pourquoi la Casa Pueblo et bien d’autres font valoir le modèle de miniréseau en ce qui a trait aux énergies renouvelables. Plutôt que de s’appuyer sur une poignée d’immenses fermes éoliennes et solaires, dont l’électricité doit ensuite être acheminée par de longues et vulnérables lignes de transport, des systèmes communautaires de plus petite échelle produiraient de l’électricité à l’endroit même où elle est consommée. Si le réseau principal subit des dommages, il suffit à ces communautés de s’en couper et de continuer à puiser dans leurs miniréseaux.

Ce modèle décentralisé n’élimine pas tout risque, mais il permettrait d’éviter à l’avenir le genre de coupure de courant totale qu’a subie Porto Rico durant des mois et qui touche encore des centaines de milliers de personnes. Les panneaux solaires demeurés intacts après le passage de la prochaine tempête pourraient, comme ceux de la Casa Pueblo, fonctionner dès le jour suivant. En outre, «les panneaux solaires sont faciles à remplacer», a fait valoir Massol-Deyá – contrairement aux lignes électriques et aux oléoducs.

Panneaux solaires près de Salinas
© Cristian Carretero, pour *The Intercept*

Dans les semaines qui ont suivi la tempête, afin notamment de sensibiliser les gens aux énergies renouvelables, la Casa Pueblo a distribué 14 000 lanternes solaires – de petites boîtes carrées que l'on peut recharger en les laissant à l'extérieur durant la journée et qui fournissent un indispensable halo de lumière une fois la nuit tombée. Plus récemment, le centre communautaire est parvenu à faire don de nombreux grands réfrigérateurs solaires, ce qui a changé la donne pour les foyers de l'intérieur de l'île toujours privés d'électricité.

La Casa Pueblo a en outre lancé #50ConSol, une campagne demandant à ce que Porto Rico tire 50 % de son électricité du soleil. Dans ce cadre, des panneaux solaires ont été installés sur des dizaines de maisons et d'entreprises d'Adjuntas, dont, dernièrement, un salon de coiffure pour hommes. «Des foyers font désormais appel à nous», m'a dit Massol-Deyá, un contraste notable avec l'époque pas si lointaine où les panneaux solaires de la Casa Pueblo étaient perçus comme un luxe écologique. «Nous allons faire

tout ce qui est en notre pouvoir pour changer les choses et montrer aux habitants de Porto Rico qu'un autre futur est possible.»

Plusieurs Portoricains avec qui j'ai discuté voyaient tout simplement en Maria «[leur] professeure». En effet, au milieu du cataclysme, les gens n'ont pas seulement constaté ce qui ne marchait pas (à peu près tout). Ils ont aussi appris très vite que certaines choses, elles, fonctionnaient étonnamment bien. À Adjuntas, il s'agissait de l'énergie solaire. Ailleurs, de petites fermes biologiques utilisant des méthodes d'agriculture traditionnelles plus résilientes devant les inondations et le vent. Partout, la force des rapports communautaires et les liens avec la diaspora portoricaine ont permis d'apporter une aide vitale là où le gouvernement avait échoué maintes fois à assumer ce rôle.

La Casa Pueblo a été fondée il y a trente-huit ans par le père d'Arturo, Alexis Massol-González, lequel s'est vu décerner le prestigieux prix Goldman pour l'environnement en 2002. Massol-González estime comme son fils que Maria a ouvert un champ de possibilités qui pourrait entraîner un changement de fond au profit d'une économie plus saine et plus démocratique, non seulement en ce qui a trait à l'électricité, mais aussi à la nourriture, à l'eau et aux autres nécessités de l'existence. «Nous voulons transformer la filière énergétique. Notre objectif est d'adopter un système héliotechnique et de nous passer du pétrole, du gaz naturel et du carbone, qui sont très polluants», a-t-il déclaré.

Un message qui trouve un écho particulier à 70 kilomètres au sud-est de là, dans la communauté côtière de Bahía de Jobos, près de Salinas. Cette zone fait partie de celles qui doivent composer avec la présence de toxines environnementales, la plupart émanant de centrales à combustible fossile vétustes. Comme à Adjuntas, les résidents ont saisi l'occasion offerte par les coupures de courant consécutives à Maria pour promouvoir l'énergie solaire par l'intermédiaire d'un projet baptisé Coquí Solar. Aux côtés de chercheurs locaux, ils ont conçu un plan qui leur permettrait non seulement de subvenir à leurs besoins en énergie, mais aussi de reverser les bénéfices à la communauté et d'y maintenir des emplois. Nelson Santos Torres, l'un des membres de Coquí Solar, m'a expliqué qu'une partie importante du projet est consacrée à la formation en matière d'énergie solaire «afin que les jeunes de la communauté participent à l'installation», leur donnant ainsi une raison de demeurer sur l'île.

Lorsque je me suis rendue dans la région, Mónica Flores, une étudiante de cycle supérieur en sciences de l'environnement à l'université de Porto Rico qui travaille auprès de communautés sur des projets liés aux énergies renouvelables, m'a confié que la gestion véritablement démocratique des ressources constituait le meilleur espoir pour l'île. Les gens doivent avoir le sentiment, a-t-elle ajouté, que «cette énergie nous appartient. Cette eau nous appartient et c'est ainsi que nous la gérons, car nous avons foi en ce processus, nous respectons notre culture, notre nature et tout ce qui nous permet de vivre».

Après des mois de catastrophes en série déclenchées par Maria, des dizaines d'organisations populaires convergent, animées précisément par cette vision: celle d'un Porto Rico réinventé dirigé par ses habitants selon leurs propres intérêts. Comme la Casa Pueblo, elles voient dans la multitude de dysfonctionnements et d'injustices que la tempête a révélés de façon si criante l'occasion de s'attaquer aux causes profondes qui ont transformé une catastrophe météorologique en un désastre humain. Parmi celles-ci, citons l'extrême dépendance de l'île envers le carburant et les denrées importés; la dette inacquittable et possiblement illégale ayant servi à justifier l'imposition répétée de vagues d'austérité qui ont sérieusement affaibli les défenses immunitaires de l'île; et la relation coloniale, vieille de cent trente ans, avec un gouvernement des États-Unis qui a toujours négligé les vies des personnes de couleur habitant Porto Rico.

Mónica Flores
© Cristian Carretero, pour *The Intercept*

Si Maria est une professeure, fait valoir ce mouvement naissant, sa principale leçon est qu'il n'est plus temps de reconstruire les choses telles qu'elles étaient, mais plutôt de les transformer en ce qu'elles pourraient être. «Tout ce que nous consommons vient de l'étranger, où part l'argent que nous gagnons», déplore Massol-González, ses cheveux aujourd'hui blancs après des décennies de lutte. Ce système laisse dans son sillage la dette et l'austérité, qui ont toutes deux rendu Porto Rico de plus en plus vulnérable aux chocs administrés par Maria.

Mais, ajoute-t-il avec un sourire malicieux, «nous voyons dans la crise une occasion de changer».

Massol-González et ses complices savent parfaitement qu'ils ne sont pas les seuls à imaginer des possibilités dans l'après-Maria. Il existe une autre vision, très différente celle-là, de la manière dont Porto Rico pourrait être radicalement reconstruit à la suite de la tempête. Cette vision est agressivement promue par le gouverneur Ricardo Rosselló lors de ses

réunions avec des banquiers, des promoteurs immobiliers, des opérateurs de cryptomonnaie et, bien sûr, le Financial Oversight and Management Board, qui exerce un contrôle suprême sur l'économie de Porto Rico.

Aux yeux de cette puissante entité, la leçon à tirer de Maria ne concerne pas les dangers de la dépendance économique ou l'austérité à une époque de dérèglements climatiques. Le vrai problème, affirment ses membres, tient au fait que Porto Rico dispose d'une infrastructure publique et donc dépourvue des mesures incitatives propres au marché libre. Plutôt que de transformer cette infrastructure dans l'intérêt de la population, ils plaident pour la vendre au rabais à des acteurs privés.

Voilà seulement un aperçu d'une vision radicale faisant de Porto Rico une «économie du tourisme» dotée d'un État faible, et une île où vivent de moins en moins de Portoricains. À leur place, des dizaines de milliers de «personnes fortunées» venues d'Europe, d'Asie et des États-Unis continentaux s'établiraient de façon permanente dans l'île, attirées par une pléthore d'allègements fiscaux et la promesse d'un mode de vie digne d'un hôtel cinq étoiles au sein d'enclaves privatisées, et ce, toute l'année.

En un sens, les deux visions sont utopiques: celle d'un Porto Rico où les richesses de l'île sont gérées de façon prudente et démocratique par ses habitants, et le projet libertarien que certains surnomment «Portopie» et que l'on évoque dans les salons d'hôtels de luxe à San Juan et à New York. Le premier de ces rêves est fondé sur le désir des gens d'exercer une souveraineté collective sur leurs terres, leurs ressources énergétiques, leur nourriture et leur eau; le second sur le désir d'une petite élite de se prémunir de toute intervention du gouvernement afin d'être libre de se livrer à l'accumulation illimitée de profits privés.

En voyageant à Porto Rico, des fermes durables et des écoles des montagnes du centre à l'ancienne base de la marine des États-Unis située sur l'île de Vieques, en passant par un célèbre centre d'entraide de la côte Est et d'anciennes plantations de canne à sucre transformées en fermes solaires dans le Sud, j'ai constaté que ces deux visions très différentes de l'avenir se hâtaient pour promouvoir leurs projets respectifs avant que se referme la brèche ouverte par la tempête.

Une question très simple se trouve au cœur de cette bataille: à qui appartient Porto Rico? Aux Portoricains ou aux gens de l'extérieur? Et, au

lendemain d’un traumatisme collectif tel que l’ouragan Maria, à qui revient le droit d’en décider?

2

L’invasion des Portopistes

DÉBUT 2017, L’UTOPIE D’UN PORTO RICO voué au profit s’affichait aux yeux de tous à l’élégant hôtel Condado Vanderbilt de San Juan. Du 14 au 16 mars, l’hôtel accueillait Puerto Crypto, une conférence «immersive» de trois jours consacrée aux chaînes de blocs et à la cryptomonnaie, un événement particulièrement soucieux de montrer pourquoi Porto Rico constituera «l’épicentre de ce marché de plusieurs milliers de milliards de dollars».

Parmi les intervenants figurait Yaron Brook, président du Ayn Rand Institute, qui a donné une conférence intitulée «Comment la déréglementation et les chaînes de blocs peuvent faire de Porto Rico le Hong Kong des Caraïbes». Californien, Brook a annoncé l’année dernière son installation à Porto Rico où, prétend-il, ses impôts représentent désormais moins de 4 % de ses revenus, contre 55 % auparavant.

Ailleurs sur l’île, des centaines de milliers de Portoricains vivaient toujours à la lampe de poche, nombre d’entre eux dépendant de la FEMA pour l’aide alimentaire, et le principal service d’écoute téléphonique consacré à la santé mentale de l’île était submergé d’appels. Mais la conférence à guichet fermé du Vanderbilt ne laissait guère de place à d’aussi tristes nouvelles. Les 800 participants – qui avaient commencé la journée en s’adonnant, au choix, au «yoga auroral» ou au «surf matinal» – écoutaient plutôt de hauts responsables comme Manuel Laboy Rivera, secrétaire au Développement économique et au Commerce, pérorer au sujet de tout ce qu’entreprend Porto Rico afin de devenir le parfait terrain de jeu pour les jeunes millionnaires et milliardaires de la cryptomonnaie.

Le gouvernement portoricain sert ce discours à l’élite du secteur privé depuis maintenant quelques années, bien que jusqu’ici, ses destinataires s’avéraient surtout les milieux financiers, la Silicon Valley et d’autres acteurs

capables de travailler depuis tout endroit leur permettant d'accéder à des données. En voici les grandes lignes: il n'est pas nécessaire de renoncer à votre citoyenneté américaine ou même, techniquement, de quitter le pays pour échapper à ses lois fiscales, à sa réglementation ou aux rudes hivers de Wall Street. Il vous suffit d'enregistrer votre entreprise à Porto Rico pour profiter d'un stupéfiant taux d'imposition des sociétés de 4 %, soit une fraction de ce que paient les grandes entreprises, même après les récentes réductions d'impôt accordées par Donald Trump. Tout dividende versé par une entreprise basée à Porto Rico à des résidents de l'île est également libre d'impôt, en vertu d'une loi adoptée en 2012 et baptisée Act 20.

Les participants ont en outre appris que s'ils établissent leur propre résidence à Porto Rico, non seulement pourront-ils pratiquer le surf tous les matins, mais également profiter d'avantages fiscaux à titre personnel. Grâce à une clause présente dans le code fiscal fédéral, les citoyens des États-Unis s'installant à Porto Rico se voient exonérés d'impôt fédéral sur tout revenu gagné sur l'île. De plus, une autre loi locale, l'Act 22, leur permet de profiter d'une flopée d'allègements fiscaux et d'exonérations totales d'impôt, notamment sur les gains en capital et sur les intérêts et dividendes versés à Porto Rico. La liste est encore longue – le tout dans une tentative désespérée d'attirer du capital dans une île en faillite totale.

Pour employer les mots de John Paulson, milliardaire et magnat des fonds spéculatifs, propriétaire de l'hôtel accueillant la conférence, «aucun autre endroit au monde ne vous permet de réduire à ce point vos impôts». (Ou, pour citer Premier Offshore, site web consacré à la fraude fiscale: «Les autres paradis fiscaux peuvent mettre la clé sous la porte. […] Porto Rico vient de frapper un grand coup […] qui a mis tous ses adversaires K.O.»)

San Juan ne se trouvant qu'à trois heures et demie de vol de New York (ou moins, selon le jet privé), il suffit pour tremper dans la combine d'accepter de passer 183 jours par an à Porto Rico – autrement dit, l'hiver. Il est bon de souligner que les résidents de Porto Rico sont non seulement exclus de ces programmes, mais qu'ils paient aussi des impôts locaux très élevés.

Manuel Laboy a profité de l'événement pour annoncer la création d'un nouveau conseil consultatif afin d'attirer dans l'île les entreprises spécialisées en chaînes de blocs. Il a par ailleurs vanté les améliorations en matière de mode de vie qui attendaient les participants si ceux-ci emboîtaient le pas aux soi-disant «Portopistes» ayant déjà fait le grand saut. Ainsi que Laboy l'a

déclaré à *The Intercept,* pour les 500 à 1 000 personnes fortunées qui se sont établies à Porto Rico depuis la mise en place des congés fiscaux voilà cinq ans – la plupart dans des résidences protégées dotées de leurs propres écoles privées –, cela revient à «vivre sur une île tropicale, entouré de gens formidables, dans un climat idéal en sirotant des *piña colada*». Pourquoi pas? «Voyez ça comme d'éternelles vacances sous les tropiques, durant lesquelles vous travaillez. Je trouve cette combinaison très efficace.»

Le slogan officiel de ce nouveau Porto Rico? «La réussite au paradis.» En guise d'illustration, les invités de la conférence étaient conviés à une «fête de la cryptomonnaie» proposant des boissons et des collations sur le thème du miel, et la chance de rencontrer Ingrid Suarez, Miss Teen Panama 2013 et future concurrente de l'émission *Caribbean's Next Top Model*.

Le minage de cryptomonnaie, qui consomme chaque semaine davantage d'énergie, est l'une des industries sur la planète dont les émissions de gaz à effet de serre connaissent l'augmentation la plus rapide. À l'heure actuelle, le Bitcoin consomme à lui seul environ autant d'énergie par an qu'Israël, selon le Bitcoin Energy Consumption Index (indice de consommation d'énergie du Bitcoin). La ville de Plattsburgh, dans l'État de New York, a récemment décrété une interdiction temporaire du minage de cryptomonnaie après l'envol soudain des tarifs de l'électricité. Nombre des entreprises du secteur s'établissant en ce moment à Porto Rico pratiqueront sans doute leur minage de monnaie ailleurs. Cependant, l'idée de transformer une île incapable de maintenir les lumières allumées pour sa propre population en «épicentre d'un marché de plusieurs milliers de milliards de dollars» s'appuyant sur un tel gaspillage d'énergie s'avère des plus étranges et fait redouter l'avènement d'un «cryptocolonialisme».

Afin notamment d'apaiser ces craintes, Puerto Crypto a changé son nom au dernier moment, optant pour Blockchain Unbound (littéralement, «chaîne de blocs libre»), moins impérialiste, mais aussi moins accrocheur. D'autre part, pour certains adeptes, l'intérêt d'un déménagement à Porto Rico se situe bien au-delà du paradis tel que décrit par Laboy. Compte tenu de la chute de la valeur des terres, de la vente au rabais des biens publics et des milliards en fonds de secours versés aux entrepreneurs après Maria, des rêves nettement plus grandioses ont commencé à prendre forme. Les Portopistes ne se contentent plus de simplement acheter une villa dans une station de villégiature, ils cherchent à acquérir suffisamment de terres pour y fonder leur

propre ville – disposant d'un aéroport, d'un port de plaisance et de passeports, le tout fonctionnant à l'aide de devises virtuelles.

Certains l'ont baptisée «Sol» (soleil), d'autres «Crypto Land» (pays crypto), et elle semble même posséder sa propre religion: un méli-mélo débridé de suprématie par l'opulence à la Ayn Rand, de philanthropie capitaliste (*noblesse oblige*[2]), de pseudo-spiritualité digne du festival Burning Man et de vagues souvenirs enfumés de scènes d'*Avatar*. Brock Pierce, enfant-acteur devenu entrepreneur en cryptomonnaie et, de fait, figure charismatique du mouvement, est célèbre pour ses aphorismes nouvel âge du type: «Un milliardaire est quelqu'un qui a eu un effet positif sur les vies d'un milliard de personnes.» Parti en expédition de reconnaissance à la recherche de sites pour Crypto Land, on dit qu'il s'est faufilé dans le «ventre» d'un kapokier, une espèce d'arbre magnifique et sacrée dans de nombreuses cultures autochtones, avant «de baiser les pieds d'un vieil homme».

Mais qu'on ne s'y trompe pas – l'évasion fiscale constitue ici la véritable religion. Ainsi que l'a confié un jeune opérateur de cryptomonnaie aux abonnés de sa chaîne YouTube avant de s'installer à Porto Rico à la veille de l'échéance pour la soumission de la déclaration de revenus, «j'ai dû consulter une carte». (Il a ensuite admis avoir éprouvé un certain «choc culturel» en apprenant que les Portoricains parlent l'espagnol, avant de conseiller à ses abonnés de l'imiter et d'installer une «application de traduction Google sur leur téléphone, tout simplement».)

La conviction selon laquelle l'impôt représente une forme de vol ne date pas d'hier chez ceux qui se perçoivent comme des self-made-men. Néanmoins, le fait de s'enrichir rapidement grâce à de l'argent que l'on a soi-même créé (ou «miné») donne à celui qui décide de ne rien donner un immense sentiment de supériorité morale. Comme l'a déclaré Reeve Collins, Portopiste de 42 ans, au *New York Times*: «Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, d'autres que les rois, les gouvernements ou les dieux peuvent créer leur propre monnaie.» De quel droit le gouvernement en réclamerait-il une part?

En tant qu'espèce, les Portopistes, avec leurs tongs et leurs bermudas de surfer, sont une sorte de cousin tire-au-flanc des *seasteaders* (habitants de la mer), mouvement composé de libertariens fortunés projetant depuis des années d'échapper à l'emprise des gouvernements en créant leurs propres cités-États sous forme d'îles artificielles. Quiconque voit d'un mauvais œil

l’imposition ou la réglementation pourra, selon leur manifeste, «voter en voguant».

Pour tous ceux qui nourrissent ces délires sécessionnistes hérités d’Ayn Rand, Porto Rico n’en exige pas tant. En ce qui a trait à l’impôt et à la réglementation pour les riches, son gouvernement actuel a capitulé avec un enthousiasme inégalé. Inutile de se donner la peine de construire ses propres îles sur de complexes plateformes flottantes: comme l’annonçait l’une des présentations de la conférence Puerto Crypto, Porto Rico est en passe de devenir une «île crypto».

Il va de soi que contrairement aux cités-États que fantasment les *seasteaders,* dans la réalité Porto Rico est densément peuplé de Portoricains en chair et en os. Mais la FEMA et le Bureau du gouverneur ont tout mis en œuvre pour y remédier. Si aucun calcul fiable des flux migratoires n’a été effectué depuis le passage de l’ouragan Maria, on estime que 200 000 personnes ont quitté l’île, nombre d’entre elles avec l’aide du gouvernement.

Cet exode a d’abord été présenté comme une mesure d’urgence temporaire, mais il est désormais manifeste que le dépeuplement est envisagé comme permanent. D’après le Bureau du gouverneur de Porto Rico, au cours des cinq prochaines années, la population de l’île connaîtra une «baisse cumulée» de près de 20 %.

Si les Portopistes n’ignorent pas le tribut payé par les habitants, ils sont convaincus que leur présence sur cette île dévastée est synonyme d’aubaine pour celle-ci. Brock Pierce soutient (sans fournir de détails) que la cryptomonnaie permettra de financer la reconstruction de Porto Rico et l’entrepreneuriat local, notamment en ce qui concerne l’agriculture et l’énergie. L’exode des cerveaux qui touche actuellement Porto Rico, dit-il, est désormais compensé par un «afflux de cerveaux», et ce, grâce à lui et à ses amis évadés fiscaux. Lors d’une conférence sur le thème de l’investissement dans l’île, Pierce a indiqué avec philosophie que «nos plus grandes pertes constituent aussi nos meilleures occasions de repartir à zéro et de nous améliorer».

Le gouverneur Rosselló en personne semble de cet avis. En février 2018, il a déclaré devant un public de gens d’affaires à New York que Maria avait créé une «toile vierge» sur laquelle il ne restait plus aux investisseurs qu’à peindre leur propre monde fantasmé.

3

Une île qui ne veut plus servir de cobaye

LE FANTASME DE LA TOILE VIERGE servant à tester en lieu sûr les idées les plus audacieuses possède une longue et douloureuse histoire à Porto Rico. Au cours de sa longue période coloniale, l'archipel n'a cessé de servir de laboratoire grandeur nature pour des prototypes destinés à être ensuite exportés autour du monde. Au milieu des années 1960, de célèbres expériences de régulation démographique ont abouti à la stérilisation forcée de plus d'un tiers des Portoricaines. De nombreux médicaments dangereux ont été testés à Porto Rico au fil du temps, dont une version à haut risque de la pilule contraceptive contenant un dosage en hormones quatre fois supérieur à celui que l'on retrouve dans la version qui a fini par être commercialisée aux États-Unis.

L'île de Vieques – autrefois presque intégralement occupée par une base militaire américaine où les marines s'entraînaient à la guerre terrestre et suivaient leur formation au maniement des armes – a servi à tester autant l'agent orange que l'uranium appauvri ou le napalm. Aujourd'hui encore, des géants de l'agroalimentaire tels que Monsanto et Syngenta utilisent la côte sud de Porto Rico comme terrain d'essai à grande échelle pour des semences génétiquement modifiées, principalement de maïs et de soja.

De nombreux économistes portoricains démontrent de façon convaincante que l'île est à l'origine du modèle de zone économique spéciale. Dans les années 1950 et 1960, avant que s'ouvre l'ère du marché libre planétaire, les fabricants américains, profitant de la main-d'œuvre bon marché et des exonérations spéciales d'impôt de Porto Rico, ont délocalisé l'industrie légère dans l'île, éprouvant de ce fait le modèle de la main-d'œuvre délocalisée et des usines de type *maquiladora* tout en demeurant techniquement à l'intérieur des frontières des États-Unis.

Et la liste est longue. Le choix de Porto Rico comme théâtre de ces expériences reposait à la fois sur la maîtrise géographique qu'offre une île et le racisme pur et simple. Juan E. Rosario, organisateur communautaire et écologiste de longue date qui m'a confié que sa mère avait servi de cobaye pour le thalidomide, a décrit la situation en ces termes: «C'est une île isolée et peuplée de beaucoup de gens sans valeur. Des gens dispensables. Pendant de nombreuses années, nous avons servi de cobayes aux expériences des États-Unis.»

Ces expériences ont marqué de façon indélébile le territoire et la population de Porto Rico. Les cicatrices sont visibles dans les ruines d'usines abandonnées par les fabricants américains lorsque ceux-ci ont pu profiter d'une main-d'œuvre encore meilleur marché et de réglementations encore plus laxistes au Mexique puis en Chine après la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les cicatrices sont également inscrites dans les matières explosives, les munitions non explosées et les diverses combinaisons de polluants d'origine militaire dont l'écosystème de Vieques mettra des décennies à se purger, ainsi que dans la crise sanitaire permanente qui touche l'île. Enfin, elles sont là dans les parcelles de terre qui, partout dans l'archipel, se révèlent si contaminées que l'Environmental Protection Agency (agence pour la protection de l'environnement, EPA) a placé 18 d'entre elles sous la compétence du Superfund[3], avec tous les effets sur la santé qu'implique une telle toxicité.

Les cicatrices les plus profondes sont peut-être les plus difficiles à percevoir. Le colonialisme lui-même constitue une expérience sociale, un système complexe de domination implicite et explicite visant à dépouiller les peuples colonisés de leur culture, de leur assurance et de leur pouvoir. Qu'il s'agisse d'agressions militaires ou policières destinées à mater les grèves et les révoltes, d'une loi interdisant le drapeau portoricain ou, de nos jours, des diktats du Financial Oversight and Management Board, les habitants de ces îles vivent sous ce système de domination depuis des siècles.

Juan E. Rosario
© Cristian Carretero, pour *The Intercept*

Lors de ma première journée sur l'île, à l'occasion d'une réunion des dirigeants syndicaux organisée à l'université de Porto Rico, Rosario a évoqué avec passion les effets psychologiques de cette expérience au long cours. À un tel moment charnière, a-t-il déclaré – alors que tant de personnes de l'extérieur fondent sur l'île avec leurs propres projets et leurs propres grands rêves –, «nous devons savoir où nous allons. Nous devons connaître notre objectif final. Nous devons savoir à quoi ressemble le paradis». Le genre de paradis qui, au lieu de «servir» les opérateurs de devises amateurs de surf, fonctionne pour la majorité des Portoricains.

Le problème, a-t-il ajouté, est que «les gens de Porto Rico n'osent pas penser en grand. Nous ne sommes pas censés rêver; nous ne sommes même pas censés envisager de nous gouverner nous-mêmes. Cette tradition consistant à voir grand n'existe pas chez nous». Voilà qui, à ses yeux, constitue le pire legs du colonialisme.

Le message condescendant inhérent à l'expérience coloniale a été réitéré sous d'innombrables formes par les réactions officielles (ou l'absence de réaction) à l'ouragan Maria. À maintes humiliantes reprises, les Portoricains se sont vu indiquer leur importance relative et leur nature fondamentalement remplaçable. Rien n'a davantage œuvré en ce sens que le fait qu'aucun échelon du gouvernement n'a pris la peine de comptabiliser les morts de façon crédible, comme si les vies des Portoricains portaient si peu à conséquence que consigner leur extinction massive s'avérait inutile. Au moment d'écrire ces lignes, le bilan officiel des décès dus à l'ouragan Maria est de 64, néanmoins une enquête approfondie du Center for Investigative Journalism (centre pour le journalisme d'enquête) de Porto Rico et du *New York Times* fait état de plus d'un millier de morts [4]. Le gouverneur de Porto Rico a annoncé l'ouverture d'une enquête indépendante afin de réviser les chiffres officiels.

Mais ces révélations douloureuses ont d'autres implications. Les Portoricains savent désormais, sans doute possible, qu'aucun gouvernement n'a leurs intérêts à cœur, ni dans la villa du gouverneur ni au sein du Financial Oversight and Management Board (d'abord accueilli favorablement par les Portoricains, convaincus qu'il éliminerait la corruption), et encore moins à Washington, où la conception de l'aide et du réconfort de l'actuel président consiste à lancer des rouleaux de papier absorbant dans la foule. Par conséquent, si une nouvelle expérience de grande ampleur réellement centrée sur les intérêts de la population doit voir le jour à Porto Rico, il revient aux Portoricains eux-mêmes de concevoir et de défendre celle-ci, «à partir de la base», pour employer les mots d'Alexis Massol-González, fondateur de la Casa Pueblo.

Ce dernier est persuadé que ses compatriotes sont à la hauteur de la situation. Paradoxalement, ils le doivent en partie à Maria. C'est justement l'absence d'empressement de la réaction officielle qui a poussé les Portoricains de l'île et de la diaspora à s'auto-organiser à une échelle impressionnante. La Casa Pueblo ne représente qu'un exemple parmi tant d'autres. Sans pratiquement aucune ressource, des communautés ont mis en place d'immenses cuisines collectives, récolté d'importantes sommes d'argent, organisé la distribution de denrées et de matériel, déblayé des rues et reconstruit des écoles. À certains endroits, elles sont même parvenues à rétablir l'électricité avec l'aide d'électriciens à la retraite.

Elles ne devraient pourtant pas avoir à le faire. Les Portoricains paient des impôts – l'île verse à l'Internal Revenue Service (IRS) 3,5 milliards de dollars par an – qui financent la FEMA et l'armée, lesquelles ont pour mission de protéger les citoyens des États-Unis lorsque l'état d'urgence est déclaré. Ainsi forcées de se sauver elles-mêmes, de nombreuses communautés se sont découvert une force et des capacités qu'elles ignoraient posséder.

Cette assurance s'étend désormais à la sphère politique et fait naître chez un nombre croissant de groupes et d'individus portoricains l'envie de réaliser exactement ce qui, selon Juan E. Rosario, s'avérait si difficile par le passé: développer leurs propres grandes idées, leurs propres rêves d'une île paradisiaque où ils peuvent réussir.

4

«Bienvenue au pays magique»

AINSI A-T-ON SALUÉ MON ARRIVÉE sur le site animé d’une école publique et d’une ferme biologique situées à flanc de colline dans la spectaculaire région montagneuse du centre de Porto Rico, un endroit réputé pour ses cascades gigantesques, ses étangs d’eau cristalline et ses cimes vert électrique.

Après un trajet d’une heure et demie à travers des communautés encore durement éprouvées par l’ouragan, la scène paraissait étrangement enchantée. Des enfants souriants s’adonnaient à la récolte des haricots et déambulaient dans un champ de tournesols. Des jeunes, hommes et femmes, sciaient du bois et s’affairaient à ériger plusieurs nouvelles structures, s’interrompant de temps à autre pour échanger des idées quant à la manière d’exploiter la ferme à son plein rendement. Et dans une région où de nombreuses personnes dépendaient toujours de l’insuffisante aide alimentaire du gouvernement, de vieilles dames préparaient des montagnes de légumes et de poisson en vue d’un festin collectif.

Des élèves, des habitants et des paysans replantent des semences à l’école secondaire Unidad Botijas I d’Orocovis
© José D. Figueroa

L’humeur s’avérait si enjouée et l’efficacité si manifeste que j’ai éprouvé un sentiment similaire à celui que j’avais ressenti à la Casa Pueblo, comme si je venais de pénétrer dans une autre dimension, un Porto Rico parallèle où les leçons tant économiques qu’écologiques de l’ouragan Maria étaient vigoureusement mises à profit.

«Nous pratiquons l’agriculture écologique», m’a expliqué Dalma Cartagena en indiquant les rangées d’épinards, de choux frisés, de coriandre et j’en passe. «Des enfants de 8 à 14 ans s’en occupent, c’est merveilleux.»

Cartagena, agronome de formation aux boucles grises tressées et au sourire radieux, raconte avec enthousiasme comment, grâce à l’agriculture, ses élèves sont parvenus à surmonter le traumatisme d’une tempête si violente qu’elle s’était apparentée à une attaque délibérée de la nature. Caressant du bout des doigts un bouquet de fleurs médicinales, elle a ajouté: «Après Maria, nous encourageons les élèves à toucher les plantes et à laisser celles-ci les toucher, car c’est une façon de soigner la douleur et la colère.»

Voir des plantes pousser après les avoir semées rappelle aux élèves que malgré tous les dommages causés par la tempête, «[ils font] partie de quelque chose qui veille constamment sur [eux]». Ils se remettent peu à peu de la rupture apparente avec leur environnement.

Cartagena a pris en main cette ferme située dans la municipalité d'Orocovis il y a dix-huit ans, dans le cadre du «programme d'éducation agricole» contesté du département de l'Éducation de Porto Rico. De la grande école secondaire Unidad Botijas I, un court sentier conduit à la ferme, où les enfants consacrent une partie de chaque journée à écouter les explications de Cartagena sur des sujets qui vont du cycle de l'azote au compostage. Vêtus d'uniformes scolaires soignés assortis de bottes tachées de boue, ils apprennent en outre les compétences pratiques liées à l'«agriculture écologique», un terme évoquant la combinaison de méthodes d'agriculture traditionnelles favorisant la résilience et la protection de la biodiversité, un rejet des pesticides et d'autres toxines, et un engagement à rétablir les liens sociaux entre les fermiers et leurs communautés.

Chaque classe s'occupe de ses propres plantations, des semailles à la récolte. Les élèves emportent chez eux la plus grande partie de ce qu'ils produisent, et le reste est servi à la cafétéria de l'école ou vendu sur le marché.

Absorbée dans le décorticage de haricots derrière d'épaisses lunettes à monture noire, Britany Berríos Torres, âgée de 13 ans, m'a expliqué: «Ma mère peut les cuisiner ou les donner à ma grand-mère pour qu'elle cesse de se demander: "Que vais-je donner à manger à mes filles? "» Étant donné les besoins importants dans l'île, ce type de travail, ajoute Torres, «revient à tendre la main à l'humanité».

Aussi, cette école publique et sa ferme attenante constituent une sorte d'anomalie à Porto Rico. Héritage de l'économie de plantation d'abord instaurée sous le joug espagnol, l'agriculture de l'île est essentiellement industrielle et nombre des cultures sont destinées à l'exportation ou à l'expérimentation. Environ 85 % de la nourriture que consomment les Portoricains est importée.

Avec son école atypique, que le gouvernement a tenté de fermer à plusieurs reprises, Cartagena est déterminée à prouver que cette dépendance envers l'extérieur s'avère non seulement inutile, mais également insensée. À l'aide de techniques agricoles et de variétés de semences adaptées à la région

et conservées avec soin, elle est convaincue que les Portoricains peuvent se nourrir de façon saine en puisant dans leurs propres terres arables – tant qu'il existera suffisamment de terres disponibles pour les générations actuelles et à venir d'agriculteurs munis des connaissances nécessaires.

Cette leçon d'autosuffisance a pris une tournure concrète et urgente au lendemain du passage de Maria. Alors que la crise révélait les dangers d'un système énergétique hypercentralisé et dépendant des importations, elle a également dévoilé l'extraordinaire vulnérabilité de l'approvisionnement alimentaire de Porto Rico. Dans toute l'île, des fermes à l'échelle industrielle pratiquant la monoculture de bananes, de plantains, de papayes, de café et de maïs semblaient avoir été complètement rasées à la faux. Selon le département de l'Agriculture de Porto Rico, la tempête aurait détruit plus de 80 % des récoltes de l'île, ce qui représente une perte de deux milliards de dollars pour l'économie.

Britany Berríos Torres (gauche) et Dalma Cartagena (droite)
© Cristian Carretero, pour *The Intercept*

«À l’heure actuelle, un grand nombre d’agriculteurs conventionnels n’ont rien à manger, et ce, malgré l’incroyable superficie de terres dont ils disposent», m’a rapporté Katia Avilés, géographe spécialiste de l’environnement et défenseure de l’agriculture écologique. «Ils n’avaient plus rien à récolter, parce qu’ils avaient suivi les directives du département de l’Agriculture» et tout misé sur une seule culture commerciale et vulnérable.

Les importations de nourriture, pendant ce temps, ne se portaient guère mieux. Le port de San Juan était en proie au chaos, et des contenants d’expédition pleins de nourriture et de carburant dont on avait désespérément besoin attendaient d’être ouverts. Durant des semaines, les rayons de nombreux supermarchés sont demeurés pratiquement vides. Des zones éloignées comme Orocovis ont connu le sort le plus tragique: isolée par les routes bloquées et la pénurie de carburant, la ville a dû attendre plus d’une semaine avant de recevoir de l’aide alimentaire. Lorsque celle-ci a fini par arriver, elle s’est révélée scandaleusement inappropriée: des rations de type militaire et les boîtes désormais célèbres de la FEMA, contenant des Skittles, de la viande transformée et des craquelins Cheez-It.

Dans la petite ferme de Cartagena, cependant, on ne manquait pas d’aliments nutritifs à partager. La tempête avait démoli la serre et la classe extérieure, et le vent emporté les bananes. Mais nombre des plantations semées par les enfants – les *tomatillos*, les légumes racines, autrement dit tout ce qui pousse au ras du sol ou sous terre – avaient résisté.

Jesús Vásquez
© Eduardo Mariota, pour *The Intercept*

«Nous n’avons jamais quitté la ferme. Nous sommes restés pour travailler, m’a raconté Cartagena, à déblayer et à nous occuper du compost avec les moyens du bord.» Après quelques jours, les élèves ont commencé à se frayer un chemin à pied dans les montagnes pour fournir de l’aide et rapporter de la nourriture à leurs familles. Ils ont planté des fleurs afin de faire revenir les abeilles.

Les élèves n’étaient pas les seuls à apporter leur aide. Le jour de ma visite, le site fourmillait d’une trentaine d’agriculteurs venus des États-Unis, d’Amérique centrale, du Canada et de Porto Rico pour aider Cartagena et ses élèves à reconstruire et à replanter. Les visiteurs appartenaient à des «brigades» internationales se rendant de ferme en ferme pour rebâtir des poulaillers, des serres et d’autres structures extérieures, ainsi que semer de nouvelles récoltes, dans le cadre d’une ambitieuse initiative de l’Organización Boricuá de Agricultura Ecológica, de la Climate Justice

Alliance des États-Unis et de Via Campesina, le réseau international de paysans et de petits producteurs.

Jesús Vázquez, défenseur de la justice environnementale, activiste pour la souveraineté alimentaire et coordinateur local des brigades, m'a confié que l'expérience de Cartagena n'avait rien d'unique. Au lendemain de Maria, des agriculteurs et des membres de la communauté se sont prêté main-forte dans toute l'île. Ces quelques fermes restées fidèles aux méthodes d'agriculture traditionnelles – notamment le fait de planter une grande variété de semences ainsi que des arbres et des plantes aux longues racines afin d'empêcher les glissements de terrain et l'érosion – faisaient partie des rares sources d'aliments frais sur l'île.

Le yucca, le taro, la patate douce, l'igname et plusieurs autres légumes racines constituent autant d'aliments de base riches en nutriments du régime portoricain. Comme ils poussent sous terre à l'abri des vents violents, la majeure partie a survécu à la tempête. «Certains agriculteurs récoltaient de la nourriture le lendemain du passage de l'ouragan», se souvient Vázquez. En quelques semaines, ils disposaient de centaines de kilos de nourriture à vendre ou à distribuer parmi leurs communautés.

Avilés, Vázquez et Cartagena collaborent avec l'Organización Boricuá, un réseau de paysans fidèles aux méthodes portoricaines traditionnelles et qui transmettent celles-ci aux générations suivantes «de *campesino* à *campesino*», pour employer les mots d'Avilés. Mais après des décennies de politique gouvernementale américaine associant la vie des *campesinos* au sous-développement et faisant de Porto Rico un marché captif pour les importations en provenance des États-Unis, il ne reste, selon Avilés, que quelques «îlots» de fermes agroécologiques disséminés sur les trois îles habitées de l'archipel.

Depuis bientôt trente ans, l'Organización Boricuá relie ces îlots agricoles les uns aux autres, défend leurs intérêts et démontre publiquement que l'agriculture écologique devrait constituer la base du système alimentaire de Porto Rico, car elle est en mesure de fournir à l'ensemble de la population «de la nourriture satisfaisante, abordable, nutritive et culturellement appropriée», pour citer Vázquez. Le groupe a en outre mis en garde contre les dangers de goulots d'étranglement dans le système hautement centralisé de Porto Rico, dont toutes les importations de nourriture sont expédiées depuis un port unique situé à Jacksonville, en Floride (lui-même détruit par

l’ouragan Irma en septembre 2017), et arrivent, pour 90 % d’entre elles, au port de San Juan. «Nous avons toujours affirmé qu’il s’agissait là d’un problème, à cause des changements climatiques», m’a expliqué Vázquez. En effet, si le port subit des dommages, «alors nous sommes perdus».

Étant donné la puissance des lobbies agro-industriels auxquels est confronté le mouvement, transmettre ces messages à l’opinion publique s’est avéré une bataille ardue. Les paysans ont été dépeints par leurs opposants comme des vestiges d’un autre temps, tandis que les importations et le prêt-à-manger incarnaient la modernité. Mais Maria, assez puissant pour bouleverser la géologie locale, a également modifié la topographie politique.

Des participants à une brigade de l’Organización Boricuá reconstruisent une pépinière à l’école secondaire Unidad Botijas I d’Orocovis
© Jesús Vásquez

Du jour au lendemain, chacun a pu observer à quel point il était dangereux pour cette île fertile d’avoir renoncé à la mainmise sur sa propre agriculture, parmi bien d’autres choses encore. «Nous n’avions ni nourriture, ni eau, ni électricité. Nous n’avions rien», se souvenait Avilés. Néanmoins, dans les communautés où subsistaient des fermes traditionnelles, les gens constatèrent

que l’agriculture écologique n’était nullement un vestige du passé, mais plutôt un outil essentiel pour survivre à un avenir difficile.

L’Organización Boricuá s’associe désormais à de nombreux autres acteurs formant leurs propres «îlots» d’autosuffisance – non seulement des fermes, mais aussi des oasis solaires telles que la Casa Pueblo, ainsi que des centres d’entraide et des groupes d’éducateurs et d’économistes réfléchissant aux manières dont les Portoricains peuvent s’opposer au capital international et rebâtir leur économie et leurs institutions publiques. Collectivement, ce réseau de mouvements populaires portoricains dresse les plans d’un nouveau Porto Rico, dans lequel les habitants jouent un rôle plus prépondérant dans la maîtrise de leur destin qu’à n’importe quelle époque depuis la colonisation de l’île par l’Espagne en 1493. «Ce n’est qu’une bataille, a déclaré Katia Avilés: comment nous assurer de nous remettre équitablement et d’être plus résilients la prochaine fois?»

Car il y aura une prochaine fois. Je me suis entretenue avec Elizabeth Yeampierre, directrice générale d’UPROSE, plus vieil organisme communautaire latino-américain de Brooklyn, également présente à Porto Rico à titre de membre des brigades pour la justice climatique. À quelques mois d’une nouvelle saison des ouragans, elle était préoccupée. «On ne peut parler de ce qui s’est produit à Porto Rico sans évoquer les changements climatiques», lesquels, en causant le réchauffement des océans et la montée du niveau de la mer, provoqueront à coup sûr d’autres tempêtes d’une intensité record. «Il serait stupide de notre part de penser qu’il s’agit de la dernière tempête, et qu’il n’y aura pas d’autres phénomènes météorologiques extrêmes et récurrents.»

Elle a ajouté que les Portoricains – en puisant dans des savoirs autochtones longtemps préservés concernant les semences et les espèces d’arbres capables de survivre à des phénomènes extrêmes, ainsi que le type d’énergie et de structures sociales robustes pouvant résister à ces chocs – élaborent un modèle non seulement pour l’île, mais aussi pour le monde. Une manière de «sérieusement réfléchir à la façon de se préparer aux changements climatiques en cours».

Cependant, pour que les mouvements populaires de Porto Rico aient la moindre chance d’offrir ce genre de modèle au reste du monde, il leur faut agir vite. En effet, ils ne sont pas les seuls à mettre au point des plans visant à transformer radicalement l’île après Maria.

5

Des stratégies du choc à n’en plus finir

La veille de mon entrée dans la dimension parallèle d’Orocovis, le gouverneur Ricardo Rosselló, attablé à son bureau et flanqué des drapeaux des États-Unis et de Porto Rico, a prononcé un discours télévisé. «En surmontant l’adversité, nous disposons également d’une chance unique de bâtir un nouveau Porto Rico», a-t-il annoncé. La première étape consistait à privatiser sans tarder la Puerto Rico Electric Power Authority (PREPA), l’un des principaux fournisseurs publics d’électricité aux États-Unis et, malgré des dettes se chiffrant à plusieurs milliards de dollars, le plus rentable.

«Nous vendrons les actifs de la PREPA aux entreprises qui transformeront le système de production d’électricité en un système moderne, efficient et plus abordable pour notre population», a affirmé Rosselló.

Il s’agissait de la première salve d’une rafale d’annonces similaires. Deux jours plus tard, le jeune gouverneur mielleux et télégénique dévoilait son «plan fiscal» tant attendu, qui préconisait la fermeture de plus de 300 écoles et la dissolution de plus des deux tiers des organes exécutifs gouvernementaux de l’île, n’en conservant que 35 sur un total de 115. Ainsi que l’a rapporté Kate Aronoff dans *The Intercept*, voilà qui «revient à démanteler l’État administratif» (il n’est donc guère surprenant que Rosselló compte nombre d’admirateurs au sein de l’administration Trump).

Une semaine plus tard, le gouverneur a fait une nouvelle apparition télévisée, dévoilant un plan visant à ouvrir grand la porte du système éducatif aux écoles à charte[5] et aux chèques-éducation pour des écoles privées[6] – des mesures auxquelles les enseignants et les parents de Porto Rico se sont opposés avec succès à de nombreuses reprises par le passé.

Cette exploitation délibérée des situations d’état d’urgence dans le but de mettre en place un programme radicalement favorable au secteur privé est un phénomène que j’ai baptisé «stratégie du choc». Elle se déroule à Porto Rico

sous sa forme la plus grossière depuis que le système d'écoles publiques et la majeure partie des habitations à loyer modéré de La Nouvelle-Orléans ont été démantelés au lendemain du passage de l'ouragan Katrina, et ce, avant même le retour de la plupart des habitants. Julia Kelher, secrétaire à l'Éducation de Porto Rico et ancienne consultante en gestion, ne fait d'ailleurs aucun mystère quant à la source de son inspiration. Un mois après Maria, elle a déclaré sur Twitter que La Nouvelle-Orléans devrait constituer «une référence» et «que nous ne devrions sous-estimer ni les dommages ni la possibilité de créer de nouvelles et meilleures écoles».

Dans la stratégie du choc, tout est question de rapidité – il s'agit d'introduire une rafale de changements radicaux si vite qu'il est pratiquement impossible pour quiconque de suivre. Par exemple, alors que la modeste attention médiatique se concentrait sur les projets de privatisation de Rosselló, un assaut contre la réglementation et la surveillance indépendante – dans le cadre de son plan financier – est largement passé inaperçu.

Et le processus est loin d'être achevé. On parle beaucoup d'une prochaine vague de privatisations: les autoroutes, les ponts, les ports, les traversiers, les réseaux d'alimentation en eau, les parcs nationaux et d'autres zones protégées. Ainsi que l'a déclaré à *The Intercept* Manuel Laboy, secrétaire au Développement économique et au Commerce de Porto Rico, l'électricité n'était qu'un début. «Nous prévoyons des changements similaires dans d'autres secteurs liés aux infrastructures. Il pourrait s'agir de privatisations intégrales; ou d'un véritable modèle P3 (partenariat public-privé).»

En dépit du caractère radical de ces projets, la réaction de la société portoricaine s'est révélée assez timide. La première rafale d'annonces de Rosselló n'a été suivie d'aucune manifestation de grande ampleur. Ses plans visant à réduire de façon radicale le pouvoir de l'État ainsi que les retraites n'ont provoqué aucune grève. Les Portopistes envahissant l'île pour y bâtir leur rêve libertarien n'ont été accueillis par aucun soulèvement.

Pourtant, Porto Rico possède une riche histoire de résistance populaire et des syndicats très radicaux. Alors que se passe-t-il? D'abord, il faut comprendre que les Portoricains ne sont pas soumis à une seule dose extrême de la stratégie du choc, mais à deux ou même trois simultanément – un nouvel hybride terrifiant de la stratégie auquel il est particulièrement difficile de résister.

De nombreux Portoricains m'ont confié que le dernier chapitre de cette

histoire s’est réellement ouvert en 2006, année où sont arrivés à expiration les allègements fiscaux mis en place pour attirer dans l’île les fabricants américains, ce qui a déclenché une vague dévastatrice de fuite des capitaux (et illustré toute la précarité d’une politique de développement basée sur les réductions d’impôt). Il en résulta un choc si profond pour l’économie de l’île qu’en mai 2006, la majeure partie des services publics, dont les écoles, furent momentanément suspendus. Voilà qui constituait la première salve. La deuxième survint avec l’effondrement du système financier mondial deux ans plus tard, accentuant considérablement une crise déjà bien engagée.

Ruiné et prêt à tout, le gouvernement portoricain décida d’emprunter de l’argent, notamment en se servant de son statut fiscal particulier pour émettre des obligations municipales exonérées d’impôt municipal, étatique et fédéral. Il a d’autre part souscrit des obligations d’appréciation du capital à risque élevé, dont les taux d’intérêt finiront par atteindre de 758 % à 1 000 %. Ce type d’instruments financiers prédateurs, empruntés à des conditions que de nombreux experts ont jugées illégales en vertu de la Constitution de Porto Rico, a largement contribué à l’envol de la dette de l’île. D’après les données recueillies par l’avocat Armando Pintado, les paiements du service de la dette, comprenant les intérêts et autres profits versés au secteur bancaire, ont été multipliés par cinq entre 2001 et 2014, atteignant un sommet sans précédent en 2008. Un choc supplémentaire pour l’économie de l’île.

Par conséquent, conformément au scénario désormais bien connu de la stratégie du choc, on a exploité un climat de crise pour imposer à une population désespérée de sévères mesures d’austérité. En 2009, le gouverneur de Porto Rico a adopté une loi décrétant un «état d’urgence» économique, au nom de laquelle il a licencié plus de 17 000 employés du secteur public et a supprimé les avantages sociaux et les augmentations obtenus par bien d’autres à force de négociations – le tout à un moment où le taux de chômage atteignait déjà 15 %. Comme en tous les endroits où ces politiques ont été imposées de mémoire récente – du Royaume-Uni à la Grèce –, l’île n’a pas retrouvé sa santé et sa croissance. Elle s’est plutôt enfoncée davantage dans le chômage, la récession et la faillite.

Voilà dans quel contexte, en 2016, le Congrès a adopté une mesure draconienne, la loi PROMESA, qui place les finances de Porto Rico sous l’égide du Financial Oversight and Management Board. Ce conseil, dont la mission consiste principalement à superviser la liquidation des actifs de Porto

Rico afin d'accélérer le remboursement de la dette et à donner son aval à toutes les décisions économiques majeures, a été baptisé «La Junta» (la junte) par les Portoricains. Pour nombre d'entre eux, ce nom illustre le fait que ce conseil représente une sorte de coup d'État financier: les Portoricains – soumis aux lois des États-Unis sans pouvoir voter aux élections présidentielles ou pour élire les membres du Congrès – étaient déjà privés des droits démocratiques de base. En accordant au Financial Oversight and Management Board le pouvoir de rejeter les décisions des représentants territoriaux élus de Porto Rico, ils perdaient dès lors le peu de droits dont ils disposaient. Voilà qui marquait un retour au régime colonial sous sa forme la plus manifeste.

Comme l'on pouvait s'y attendre, le Financial Oversight and Management Board a imposé sans tarder à Porto Rico une cure d'austérité des plus draconiennes. Celle-ci exigeait d'importantes réductions budgétaires en matière de retraites et de services publics, notamment dans les soins de santé, ainsi que de nombreuses privatisations. Cette période s'est avérée particulièrement éprouvante pour le système scolaire. Entre 2010 et 2017, environ 340 écoles publiques ont fermé; les programmes liés aux arts et à l'éducation physique ont pratiquement disparu dans de nombreuses écoles élémentaires; et le Financial Oversight and Management Board a annoncé des plans visant à réduire de moitié le budget de l'université de Porto Rico.

Yarimar Bonilla, professeure agrégée de l'université Rutgers qui, avant le passage de Maria, conduisait un projet de recherche majeur concernant la crise de la dette à Porto Rico, m'a confié qu'on ne pouvait comprendre la stratégie du choc dans l'après-Maria sans admettre que les Portoricains «se trouvaient déjà dans un état de choc, des politiques économiques draconiennes étant en vigueur dans l'île. Les attentes des gens envers le gouvernement étaient déjà considérablement réduites». Début 2017, a-t-elle indiqué, San Juan ressemblait par endroits à une zone sinistrée – des fenêtres étaient brisées, des immeubles murés. Cette situation n'était pas la conséquence de vents violents, mais de la dette et de l'austérité.

Yarimar Bonilla
© Eduardo Mariota, pour *The Intercept*

Néanmoins, le plus important dans cette histoire est peut-être le fait qu'en 2017, les Portoricains s'organisaient et militaient contre cette stratégie du choc. Les origines de la résistance sont antérieures, ainsi qu'en témoigne une grève générale en 2009. Mais dans les mois précédant Maria, Porto Rico a été le théâtre d'une opposition tenace et unie comptant peu d'équivalents dans l'histoire de l'île.

Un mouvement populaire réclamant une révision externe de la dette gagnait rapidement du terrain, fort de la conviction selon laquelle un examen approfondi révélerait que jusqu'à 60 % des plus de 70 milliards de dollars que doit prétendument Porto Rico s'étaient accumulés en violation de la Constitution de l'île et s'avèrent donc illégaux. Par conséquent, si une part importante de la dette est illégale, non seulement celle-ci doit être annulée, mais le Financial Oversight and Management Board doit être démantelé et la dette cesser de servir de massue pour imposer l'austérité et fragiliser davantage la démocratie. Selon Eva Prados, porte-parole du Citizens Front

for the Audit of the Debt (front citoyen pour la révision de la dette), durant l'année ayant précédé le passage de l'ouragan Maria, 150 000 Portoricains ont signé un appel à réviser la dette et des milliers d'entre eux ont participé à des veillées exigeant «lumière et vérité».

Il y eut ensuite la poussée de révolte contre l'austérité. Au printemps 2017, les 11 campus de l'université de Porto Rico ont organisé une grève historique reconduite pendant plus de deux mois, pour protester contre l'augmentation prévue des frais de scolarité au moment où le budget de leur école était sabré, ainsi que contre l'austérité en général. Un groupe d'enseignants a intenté un procès majeur au Financial Oversight and Management Board, affirmant que les réductions drastiques dans le budget de l'université constituaient une attaque illégale envers un service essentiel. Enfin, le 1er mai 2017, nombre des mouvements sociaux et ouvriers que compte Porto Rico se sont rassemblés pour lancer le même cri de colère, près de 100 000 personnes descendant alors dans la rue pour exiger la fin de l'austérité et une révision de la dette – selon certaines estimations, la deuxième plus importante manifestation dans l'histoire de Porto Rico.

Ce mouvement inquiétait sans aucun doute les autorités. Après que plusieurs banques eurent été vandalisées, l'État a déclenché une répression sévère à l'encontre des principales organisations impliquées dans la mobilisation contre l'austérité du 1er mai, les menaçant de procès coûteux et emprisonnant plusieurs activistes.

Ce climat de résistance houleuse, dans lequel les appels à la démission de Rosselló se sont multipliés, sembla retarder plusieurs plans parmi les plus draconiens. Les compressions dans le budget de l'université se sont vu remises en question, tout comme certaines des principales privatisations. La secrétaire à l'Éducation, pendant ce temps, avait été forcé de revoir à la baisse ses prévisions quant au nombre de fermetures d'écoles publiques. Si toutes les batailles ne se soldèrent pas par une victoire, il était évident qu'on ne pourrait procéder à une métamorphose totale de Porto Rico à la sauce stratégie du choc sans rencontrer de résistance.

Puis il y eut Maria, signalant le retour, avec une force et une férocité de catégorie 5, de toutes ces politiques d'abord rejetées.

6

Désarroi, distraction, désespoir et disparition

Il reste à déterminer si cette dernière tentative en date d'appliquer stratégie du choc sur stratégie du choc s'avèrera concluante. Le cas échéant, son succès ne devra rien à un quelconque soutien massif des Portoricains à l'égard de ces politiques. Il découlera des effets dévastateurs de la tempête qui, en mettant en pièces les vies de millions de gens, a fait de la reconstitution de la coalition anti-austérité antérieure à la tempête une tâche titanesque.

Il est pertinent de diviser l'état de choc extrême dont on tire profit en quatre catégories: le désarroi, la distraction, le désespoir et la disparition.

Le désarroi, car les opérations de secours et de reconstruction se sont révélées si lentes, si maladroites et si manifestement corrompues qu'elles ont naturellement fait naître chez de nombreuses personnes le sentiment que rien ne saurait être pire que le statu quo. À plus forte raison en ce qui a trait à l'électricité. Quantité d'habitants, y compris parmi ceux chez qui le courant a été rétabli, témoignent de pannes régulières. Ils entendent en outre les menaces quotidiennes de leur gouverneur affirmant que l'île est susceptible à tout moment de se retrouver à nouveau plongée dans le noir, la PREPA n'étant pas en mesure d'acquitter ses factures; dans certaines parties de l'île, l'eau est rationnée pour des raisons analogues. De telles circonstances rendent la perspective d'une privatisation plus acceptable. Devant une conjoncture si intenable, la moindre mesure peut faire figure d'amélioration.

La distraction constitue un phénomène connexe: la vie quotidienne à Porto Rico demeure une lutte de chaque instant. Des maisons ayant subi des dégâts doivent être réparées, ce qui exige d'affronter les bureaucraties archaïques et chronophages censées payer pour les réparations. Ceux qui sont toujours privés d'eau ou d'électricité doivent se soumettre à d'interminables files d'attente pour recevoir de l'aide. De nombreux lieux de travail étant toujours

fermés, payer ses factures représente un autre obstacle logistique de taille, quand ce n'est pas tout bonnement impossible. Faites la somme, et la simple survie peut exiger des Portoricains une attention de tous les instants – un état de distraction peu propice à l'engagement politique.

La simple survie s'est révélée un tel fardeau et les perspectives pour l'avenir semblent si sombres que de nombreux habitants en éprouvent un désespoir profond – lequel atteint même des proportions épidémiques. Dans les mois ayant suivi le passage de l'ouragan, le service d'assistance téléphonique continu consacré à la santé mentale a été submergé d'appels de gens envisageant sérieusement de s'enlever la vie. Selon un rapport du gouvernement, plus de 3 000 personnes ayant téléphoné au service d'assistance entre novembre 2017 et novembre 2018 ont confié avoir déjà tenté de se suicider, soit une hausse de 246 % par rapport aux chiffres de l'année précédente.

Pour Yarimar Bonilla, ces chiffres ne reflètent pas uniquement les répercussions de Maria, aussi dévastatrices aient-elles pu être, mais plutôt les effets cumulés de nombreux chocs graves. «Les Portoricains avaient déjà subi quantité de traumatismes en raison de leur relation coloniale avec les États-Unis», le plus récemment lors de la crise de la dette. Puis la tempête est venue et a littéralement emporté la chape de silence qui recouvrait l'agonie de si nombreux foyers. À travers l'œil des caméras s'immisçant dans les maisons aux toits arrachés, les Portoricains ont eu un aperçu des vies de leurs compatriotes et découvert non seulement les dégâts causés par la tempête, mais aussi une pauvreté endémique, des maladies non traitées et un isolement social. Comme l'a observé Bonilla, «cet endroit autrefois connu pour sa joie est en proie à un profond chagrin».

Aujourd'hui, a-t-elle ajouté, l'absence d'émeutes ne doit pas être interprétée comme de l'assentiment. La passivité apparente tient, au moins en partie, à une grande douleur intérieure.

Ces circonstances désespérées ont poussé des centaines de milliers de Portoricains à prendre la décision déchirante de simplement disparaître de l'île. Chaque jour, ils se volatilisent à bord d'avions décollant pour la Floride, New York ou d'autres endroits des États-Unis continentaux. Nombre de ces personnes ont bénéficié de l'appui direct de la FEMA, laquelle a mis en place ce que l'agence a baptisé un «service de navette», évacuant les habitants de l'île par les airs ou à bord de bateaux de croisière. Une fois sur le continent,

on leur attribuait des fonds pour leur permettre de résider dans des hôtels (le soutien financier prenait fin le 20 mars 2018).

Selon Bonilla, cette manœuvre constituait un choix politique – comme on avait choisi d'évacuer les habitants de La Nouvelle-Orléans par avion et autobus vers de lointains États après le passage de l'ouragan Katrina, souvent sans leur donner la possibilité de revenir, un processus qui a profondément modifié les données démographiques de la ville. «Au lieu d'aider les gens et de leur fournir des abris sur place, d'apporter des générateurs électriques aux endroits qui en ont besoin et de rétablir l'électricité, ils encouragent les gens à partir.»

Il existe plusieurs raisons expliquant pourquoi Washington et le Bureau du gouverneur ont largement privilégié l'évacuation. La disparition d'un si grand nombre de gens en si peu de temps, m'a expliqué Bonilla, «constitue une soupape d'échappement politique. Ainsi, à l'heure actuelle, personne ne manifeste dans les rues, parce que beaucoup de gens qui ont désespérément besoin de soins médicaux ou qui ne pouvaient survivre sans électricité sont tout simplement partis».

De façon commode, cet exode contribue à créer la «toile vierge» vantée par le gouverneur aux investisseurs potentiels. Elizabeth Yeampierre a prêté main-forte à nombre de ses compatriotes à leur arrivée aux États-Unis. Mais lorsque je me suis entretenue avec elle sur l'île, elle m'a confié que sa «principale crainte» était que l'évacuation ne constitue qu'un prélude à une acquisition massive de terres. «Tout ce qu'ils veulent, c'est notre territoire, et ils ne veulent pas de nous.»

Un grand nombre de Portoricains avec qui j'ai discuté se disent eux aussi convaincus que les différentes épreuves qui mettent à mal leur endurance ne relèvent pas simplement de l'incompétence.

Ainsi qu'on l'a amplement relaté depuis le passage de l'ouragan, les opérations de secours et de reconstruction ont donné lieu à une succession de décisions plus désastreuses les unes que les autres. Un contrat décisif pour l'acheminement de 30 millions de repas a été attribué à une entreprise d'Atlanta au bilan déplorable et ne comptant qu'un seul employé (seulement 50 000 repas furent distribués avant que le contrat soit rompu). Des denrées et du matériel de secours absolument nécessaires ont été immobilisés durant des semaines à San Juan comme en Floride, où une partie a commencé à être infestée par les rats. Sans raison apparente, du matériel indispensable à la

reconstruction du réseau électrique prenait également la poussière dans des entrepôts. Whitefish Energy, une société du Montana affiliée à Ryan Zinke, secrétaire à l'Intérieur des États-Unis, ne comptait que deux employés à temps plein lorsqu'elle a obtenu le contrat de 300 millions de dollars pour reconstruire le réseau électrique (le contrat a depuis été annulé).

Ensuite, on a tout bonnement omis d'envisager des mesures pleines de bon sens. Chacun sait désormais que l'administration Trump aurait pu rapidement affréter le USNS *Comfort*, un imposant navire-hôpital, afin de soulager les infrastructures de santé défaillantes. Au lieu de quoi le bateau fut affrété tardivement et demeura presque vide pendant plusieurs semaines, avant de recevoir l'ordre de lever l'ancre en novembre, alors que la moitié de l'île était toujours privée de courant. De la même manière, plutôt que de faire appel à de petits entrepreneurs tels que Whitefish, ou à des profiteuses notoires comme Fluor, qui s'est enrichie autant en Irak après l'invasion américaine qu'à La Nouvelle-Orléans au lendemain de Katrina, la PREPA aurait pu demander à ce que d'autres services d'électricité publics dépêchent du personnel à Porto Rico afin d'aider à la reconstruction – ainsi que l'autorise son statut de membre de l'American Public Power Association (association américaine de l'électricité publique). Mais elle a mis plus d'un mois à en faire la demande.

Chacune de ces décisions, même lorsqu'elles furent à la fin invalidées, a retardé davantage les opérations de reconstruction. S'agit-il d'une redoutable conspiration visant à s'assurer que les Portoricains sont trop désespérés, distraits et en proie au désarroi pour refuser d'avaler l'amère pilule économique de Wall Street? Selon moi, les choses ne sont pas coordonnées à ce point. La situation découle, dans une large mesure, de l'hémorragie qui touche le secteur public depuis des décennies, des licenciements de travailleurs compétents et de la négligence au chapitre de l'entretien. La corruption à tout va et le copinage y ont sans aucun doute aussi contribué.

Cependant, on ne peut nier que de nombreux gouvernements ont également adopté une stratégie délétère en ce qui a trait aux services publics: réduire jusqu'à la moelle les budgets de la santé, du transport et de l'éducation jusqu'à rendre les gens si désabusés qu'ils sont prêts à essayer n'importe quoi, y compris la vente de ces services. Si Rosselló et l'administration Trump sont demeurés à ce point impassibles devant les échecs successifs en matière de secours et de reconstruction, leur attitude

reflète peut-être en partie leur conviction que plus les choses empirent, plus la privatisation apparaît inévitable.

Mónica Flores, l'étudiante de l'université de Porto Rico dont les recherches portent sur les énergies renouvelables, a comparé cette expérience au fait d'assister à un accident de voiture au ralenti. Pour Flores comme pour bien d'autres, il semble impossible d'aborder ces enjeux systémiques alors que l'on vient de perdre sa maison, que l'on vit dans sa voiture, que l'on doit aller chez des amis pour prendre une douche. «Vous tâchez juste de ne pas vous effondrer… Les gens sont paralysés, ils ont peur, ils sont perdus, ils tentent simplement de survivre.»

Selon de nombreux Portoricains, les promesses de prix réduits et d'efficacité accrue découlant de la privatisation des services de base sont contredites par leur propre expérience. Le service assuré par les entreprises de téléphonie privées s'avère médiocre en maints endroits de l'archipel, et une vente du système d'assainissement et d'alimentation en eau dans les années 1990 s'est révélée si désastreuse sur le plan économique et environnemental qu'on a dû faire machine arrière moins d'une décennie plus tard. Beaucoup de gens redoutent que le scénario se répète et que si la PREPA est privatisée, le gouvernement de Porto Rico perde une importante source de revenus tout en se voyant condamné à payer la dette de l'agence, laquelle s'élève à plusieurs milliards de dollars. Ils craignent en outre que les tarifs de l'électricité demeurent élevés, et que les régions pauvres et isolées où les gens ont des difficultés à payer perdent tout accès au réseau.

Pourtant, le discours du gouverneur a fait mouche chez certains. En effet, la privatisation n'est pas présentée comme une solution parmi d'autres à la grave crise humanitaire, mais comme la seule. Comme tentent de le démontrer la Casa Pueblo et Coquí Solar, c'est loin d'être le cas. Il existe d'autres modèles énergétiques – ayant fait leurs preuves dans des pays comme le Danemark et l'Allemagne – qui amélioreraient grandement les infrastructures publiques en désuétude de Porto Rico, tout en permettant aux Portoricains d'en conserver la maîtrise et les avantages. Mais promouvoir de tels modèles démocratiques requiert la participation politique d'une population qui a déjà beaucoup à faire.

Il y a néanmoins toute raison d'espérer qu'une résistance au choc post-Maria soit en train de prendre forme. Mercedes Martínez, irréductible directrice de la Federación de Maestros de Puerto Rico (fédération des

enseignants de Porto Rico, FMPR), sillonne l'île depuis le passage de la tempête, avertissant les parents et le personnel enseignant que les plans visant à dégraisser de façon radicale le système scolaire puis à le privatiser reposent sur leur fatigue et le traumatisme qu'ils ont subi.

En visite dans une école toujours fermée d'Humacao, dans l'Est, elle a confié à une enseignante locale que le gouvernement «sait que nous sommes des êtres de chair, il sait que les êtres humains s'épuisent et se découragent». Toutefois, a-t-elle insisté, en voyant clair dans cette stratégie, les gens peuvent y faire échec.

«Notre tâche consiste à faire prendre conscience aux gens qu'il est possible de résister à condition de croire en nous-mêmes.» Des paroles dépassant le simple discours d'encouragement: dans les mois qui ont suivi le passage de Maria, la secrétaire à l'Éducation a tenté d'empêcher la réouverture de dizaines d'écoles, soutenant que celles-ci étaient insalubres. Les enseignants craignaient qu'il ne s'agisse d'un prélude à leur fermeture définitive.

Une école fermée à Humacao
© Cristian Carretero, pour *The Intercept*

De façon répétée, des parents et des enseignants (ayant, dans bien des cas, eux-mêmes effectué les réparations sur les bâtiments) ont livré des batailles victorieuses pour défendre leurs écoles locales. «Ils ont occupé les écoles, les ont rouvertes sans autorisation; des parents ont bloqué les rues», se souvenait Martínez. Grâce à leur mobilisation, plus de 25 écoles condamnées à la fermeture par le gouvernement après la tempête ont rouvert leurs portes.

Voilà pourquoi Martínez est convaincue que peu importe ce que préconise le plan financier du gouvernement ou quelles lois sur la privatisation ont été adoptées, les Portoricains peuvent encore résister avec succès à la stratégie du choc. En particulier si les coalitions antérieures à la tempête se reforment et prennent de l'ampleur.

Le 19 mars 2018, des enseignants de tout l'archipel ont organisé une journée de débrayage pour protester contre les plans visant à dégraisser et à privatiser le système scolaire de Porto Rico, constituant ainsi la première manifestation politique majeure depuis le passage de Maria. Et les rumeurs d'une grève générale s'amplifiaient.

Mercedes Martínez
© Cristian Carretero, pour *The Intercept*

J’ai demandé à Martínez si les membres de sa fédération craignaient d’entreprendre des actions susceptibles de bouleverser les vies de familles déjà gravement éprouvées. Sa réponse a été sans équivoque. «Certainement pas. Comment le gouvernement peut-il faire souffrir davantage les enfants en fermant leurs écoles, en les privant de leurs enseignants et en mettant en place un système privatisé qui privilégie ceux qui ont déjà tout?»

7

La convergence des îlots de souveraineté

Lors de ma dernière journée à Porto Rico, nous avons gravi une autre montagne conduisant à une énième dimension. Je me trouvais en compagnie de Sofía Gallisá Muriente, une artiste portoricaine dont j'avais fait la connaissance sur la péninsule de Rockaway après le passage de l'ouragan Sandy, alors qu'elle participait à des opérations de secours populaires baptisées Occupy Sandy.

Sur la côte est de l'île, nous étions montées le long de routes dangereusement étroites, empruntant plusieurs fois la mauvaise direction en l'absence de panneaux de signalisation, à la recherche du centre communautaire situé dans le village de Mariana. Finalement, nous avons demandé notre chemin à un homme sur le bord de la route. «Vous voulez dire le festival du fruit à pain? C'est à deux pas d'ici.»

Des femmes préparent un repas dans la cuisine du Proyecto de Apoyo Mutuo Mariana
© Cristian Carretero, pour *The Intercept*

Nous avons débouché sur une clairière où des centaines de personnes de tout l'archipel s'étaient rassemblées sur des chaises pliantes sous une imposante tente blanche. Depuis cette éminence, en regardant vers la mer, on apercevait l'endroit où Maria avait touché terre.

Comme le suggérait l'agitation qui régnait sur le bas-côté, nous nous trouvions sur le site d'un festival annuel célébrant un gros fruit nourrissant et riche en amidon, événement attirant chaque année dans la municipalité de Humacao des centaines de personnes en quête de nourriture et de musique. Mais après que la zone eut été privée d'aide alimentaire pendant dix jours pour finir par ne recevoir que des boîtes remplies de Skittles, les cuisines du festival ont été réquisitionnées à d'autres fins: des femmes habituellement responsables de la cuisine pour le festival se sont réunies, ont mis en commun toute la nourriture dont elles disposaient et ont préparé des repas chauds et sains pour près de 400 personnes par jour. Jour après jour. Semaine après semaine. Mois après mois. Et elles continuent de le faire.

Rebaptisé le Proyecto de Apoyo Mutuo Mariana (projet d'entraide mutuelle de Mariana), le centre communautaire symbolise les miracles qu'accomplissent discrètement les Portoricains pendant que leurs gouvernements faillissent à leurs responsabilités. Outre la cuisine collective, qui a rapproché les habitants du quartier à l'occasion des repas, les membres du projet ont mis en place des brigades responsables du déblayage des débris. Ils se sont ensuite consacrés à l'enseignement des enfants, les écoles étant alors toujours fermées.

Christine Nieves, une intellectuelle dynamique ayant quitté un poste au sein de l'école de commerce de l'université d'État de Floride pour revenir s'installer dans l'île un an avant le passage de la tempête, est l'une des principales instigatrices de ce projet. Avec son compagnon, le musicien Luis Rodríguez Sánchez, ils ont utilisé leurs contacts en dehors de l'île afin de transformer le centre communautaire en un pôle opérationnel équipé de panneaux solaires et de batteries de secours, d'un réseau Wi-Fi, de filtres à eau et de réservoirs pour l'eau de pluie.

Mariana étant toujours privée d'eau et d'électricité, le centre d'entraide perché sur la montagne fait lui aussi figure d'oasis énergétique, seul endroit où brancher du matériel électronique ou médical. La prochaine étape du projet, m'a expliqué Nieves, est de faire profiter d'autres bâtiments de la communauté de l'énergie solaire, grâce à un système de microréseau.

Le principal défi, a-t-elle ajouté, a été de montrer aux gens qu'ils n'ont pas besoin d'attendre que d'autres règlent les problèmes à leur place: tout le monde peut contribuer sur-le-champ. Tout le monde ne dispose pas d'eau ou de nourriture, mais chacun sait faire quelque chose. «Vous vous y connaissez en électricité? Ça tombe bien, nous avons un problème avec lequel vous pourriez nous aider. Vous maîtrisez la plomberie?» Voilà également une compétence demandée.

Ce processus consistant à révéler le potentiel latent au sein de la communauté s'est apparenté à «ouvrir les yeux et à constater soudain: "Attends une minute, nous sommes des êtres humains et nous pouvons bâtir d'autres rapports [maintenant que] le système s'est effondré"», m'a dit Nieves.

Je me trouvais à Mariana pour voir tout cela de mes propres yeux, mais aussi parce que le projet d'entraide accueillait ce jour-là plusieurs centaines d'organisateurs communautaires et d'intellectuels de tout Porto Rico, ainsi

que quelques dizaines de visiteurs des États-Unis et d'Amérique centrale. Convoquée par PAReS, la réunion avait été annoncée comme un rassemblement d'organisations et de mouvements «contre le capitalisme du désastre et pour d'autres mondes».

Il s'agissait de la première convergence de mouvements d'obédience aussi large depuis que Maria avait tout changé. Beaucoup observaient que pour la première fois depuis des mois, ils avaient la possibilité de prendre du recul, de dresser le bilan de la situation et d'élaborer des stratégies. «Nous avons organisé ce rassemblement afin d'être en présence les uns des autres, de discuter et de voir si nous pouvions nous unir, à ce tournant de notre histoire, pour inventer un autre futur», m'a expliqué Mariolga Reyes Cruz, membre de PAReS et chargée de cours au sein du campus de Río Piedras.

Je retrouvais des gens issus de tous les mondes parallèles que j'avais visités durant mon séjour à Porto Rico, de tous les îlots que dissimulaient ces îles: des paysans de l'Organización Boricuá, déterminés à prouver qu'avec le soutien adéquat, ils peuvent nourrir leur propre communauté sans dépendre des importations; des guerriers de l'énergie solaire de la Casa Pueblo et de Coquí Solar, qui ont profité de la crise pour promouvoir une transition rapide vers des énergies renouvelables gérées localement; des enseignants, qui ont organisé leurs communautés pour maintenir les écoles ouvertes. Ainsi que des membres fatigués et recouverts de boue des brigades de solidarité ayant aidé à la reconstruction.

Christine Nieves
© Cristian Carretero, pour *The Intercept*

Les principales figures de la vague d'activisme contre l'austérité de l'année précédente étaient également présentes: des organisateurs de la grève étudiante, des avocats et des économistes appelant à une révision de la dette de Porto Rico, des dirigeants syndicaux et des universitaires qui, depuis longtemps, tentaient d'imaginer d'autres modèles économiques pour l'île.

Après un bref discours de bienvenue, les organisateurs ont proposé des thèmes de discussion avant de former de petits groupes qui se sont ensuite éparpillés sur le sommet de la montagne. Des bribes de conversation s'échappaient de ces cellules de travail: «La réinvention plutôt que la reconstruction»; «On ne peut défendre le secteur public comme si celui-ci était intrinsèquement bon»; «Nous avons besoin d'un moratoire contre le développement rapide des écoles privées»; «Un véritable rétablissement signifie non seulement réagir à la catastrophe, mais aussi aux *causes* profondes de la catastrophe.»

Rassemblement à Mariana
© Cristian Carretero, pour *The Intercept*

Observant la scène, Christine Nieves m'a confié que celle-ci lui donnait l'impression «de réaliser un rêve que nous ignorions avoir», avant d'ajouter: «Je crois que nous repenserons à ce moment» – et à la réunion de tant de groupes différents, inconnus les uns des autres avant la tempête, «dans cet endroit magnifique, et aux questions sur la façon de concevoir et de bâtir d'autres modèles» – comme au moment où le désespoir a cédé la place aux possibilités.

Les groupes se réunissant à nouveau pour partager leurs conclusions, une synthèse – ou, du moins, une compréhension plus fine de la façon dont les différents fronts sur lesquels luttent les Portoricains forment un tout plus vaste – semblait se dessiner. La dette doit être révisée parce qu'en remettant en question sa légalité, les raisons d'abolir l'antidémocratique Financial Oversight and Management Board et ses demandes incessantes de «réformes structurelles» n'en deviennent que plus légitimes. Voilà qui est fondamental,

car les Portoricains ne peuvent exercer leur souveraineté s'ils sont soumis aux caprices d'un organisme qu'ils n'ont pas participé à élire.

À Porto Rico, la lutte pour la souveraineté nationale détermine la politique depuis des générations: qui souhaite l'indépendance à l'égard de Washington? Qui veut le statut de 51e État et tous les droits démocratiques? Qui défend le statu quo? Il paraît donc significatif que les discussions à Mariana aient donné naissance à une définition élargie de la liberté. J'ai entendu parler de «souverainetés multiples»: la souveraineté alimentaire, libérée de la dépendance envers les importations et les géants de l'agroalimentaire; la souveraineté énergétique, libérée des combustibles fossiles et gérée par les communautés. Et peut-être également la souveraineté en matière de logement, d'approvisionnement en eau et d'éducation.

D'autre part, on en venait manifestement à comprendre que ce modèle décentralisé s'avérait d'autant plus essentiel dans le contexte des changements climatiques, qui réservent à des îles comme celle-ci bien d'autres phénomènes extrêmes capables de démolir toutes sortes de systèmes centralisés, des réseaux de communication aux réseaux électriques en passant par les chaînes d'approvisionnement agricoles.

La journée s'est achevée par un repas préparé dans la cuisine collective: du riz et des haricots, de la purée de taro, du ragoût de morue, du rhum maison aromatisé avec tous les fruits que compte l'île. Un orchestre de *trova* a ensuite fait danser les gens bien après la tombée de la nuit. Alors que des bénévoles aidaient au nettoyage de la cuisine, un voisin âgé est arrivé pour brancher tranquillement sa machine à oxygène et discuter avec des amis.

En observant ce grand rassemblement se fondre naturellement en une fête, je me suis souvenue des paroles de Yarima Bonilla. Pour cette dernière, dans le climat de désespoir endémique de Porto Rico, «les gens qui s'en sortent le mieux sont ceux qui aident les autres et qui participent aux initiatives communautaires». J'en avais la preuve sous les yeux. Je l'avais également constaté chez les jeunes d'Orocovis, tellement fiers de pouvoir rapporter de quoi manger à leur famille.

Il paraît logique d'attribuer à l'entraide de telles vertus. Vivre un profond traumatisme comme Maria revient à faire l'expérience d'une forme d'impuissance extrême. Durant ce qui leur parut une éternité, des gens se trouvaient dans l'incapacité de joindre leurs proches afin de savoir s'ils étaient toujours en vie; des parents étaient incapables de protéger leurs

enfants. Par conséquent, il va de soi que le meilleur remède contre l'impuissance s'avère… l'entraide, devenir participant plutôt que spectateur dans la reconstruction de sa maison, de sa communauté et de sa terre.

Voilà pourquoi la stratégie du choc, à titre politique, est non seulement cynique et opportuniste, mais aussi «cruelle», comme me l'a dit Mónica Flores en larmes. En forçant les gens à voir leurs ressources communes leur être dérobées sous leurs yeux alors qu'ils sont trop occupés à essayer de survivre pour réagir, les capitalistes du désastre ayant fondu sur Porto Rico renforcent l'aspect le plus traumatisant de la crise qu'ils sont venus exploiter: le sentiment d'impuissance.

8

Une course contre la montre

PLUS TÔT CE JOUR-LÀ À MARIANA, un intervenant avait décrit le défi auquel tous sont confrontés comme une sorte de course opposant «la rapidité des mouvements à la rapidité du capital».

Le capital est rapide. Non contraints par les règles démocratiques, le gouverneur et le Financial Oversight and Management Board peuvent mettre à exécution leur plan consistant à dégraisser de façon radicale et à vendre aux enchères le territoire en l'espace de quelques semaines – voire plus rapidement, en réalité, parce que leurs plans ont été élaborés en détail au cours de la crise de la dette. Il ne leur restait qu'à les dépoussiérer et à les présenter comme des mesures d'urgence après la catastrophe, puis à promulguer leurs décrets. De la même manière, les gestionnaires de fonds spéculatifs et les opérateurs de cryptomonnaie peuvent décider sur un coup de tête de s'installer à Porto Rico pour y bâtir leur Portopie, sans consulter quiconque hormis leurs comptables et leurs avocats.

Voilà pourquoi la version de Porto Rico promettant «la réussite au paradis» gagne si rapidement du terrain. J'ai notamment interrogé Keith St. Clair, volubile citoyen britannique qui, après s'être établi dans l'île afin d'y profiter d'allègements fiscaux, a commencé à investir dans des hôtels. Il m'a rapporté son entretien avec le gouverneur peu après le passage de Maria. «Je lui ai dit: "Je vais doubler la mise, je vais tripler la mise, je vais quadrupler la mise, parce que je crois en Porto Rico."» Contemplant la plage pratiquement déserte d'Isla Verde attenante à l'un de ses hôtels de San Juan («une propriété exonérée d'impôt à 90 %»), il a déclaré: «Ça pourrait ressembler à South Beach, à Miami. […] Voilà ce que nous essayons de créer.»

À Mariana, les groupes issus de la base doutent fortement que devenir une cité-dortoir accessible par avion pour des ploutocrates fuyant le fisc constitue une stratégie de développement économique viable. Ils craignent que si l'on

permet à cette ruée vers l’or consécutive à la catastrophe de se poursuivre, celle-ci sonne le glas de toutes les autres versions du paradis qu’ils ont imaginé pour leur île.

La terre, en particulier la terre agricole de premier choix, est rare à Porto Rico. Si elle est entièrement accaparée pour la construction d’autres tours de bureaux, centres commerciaux, hôtels, terrains de golf et villas, les projets de fermes durables et d’énergies renouvelables devront se contenter des miettes. Et si le budget en matière d’infrastructures est englouti dans des autoroutes à péage, des traversiers hors de prix et des aéroports, il ne restera là non plus guère de fonds à consacrer aux transports en commun et à un système alimentaire local. Qui plus est, si l’on privatise l’énergie, les coûts de mise en place d’un microréseau solaire et éolien pourraient s’avérer rédhibitoires à l’échelle locale. Après tout, les sociétés de services du secteur privé du Nevada à la Floride sont parvenues à exercer des pressions sur les gouvernements de leur État afin de faire obstacle aux énergies renouvelables. En effet, un marché au sein duquel vos clients sont également vos concurrents (capables de produire leur propre courant et de le revendre sur le réseau) est bien moins rentable. Le plan financier de Rosselló évoque déjà l’idée d’une nouvelle taxe qui pénaliserait les communautés dotées de leur propre microréseau d’énergies renouvelables.

Tous ces choix s’avèrent fatidiques. Manuel Laboy, secrétaire au Développement économique de Porto Rico, a déclaré que les décisions prises à l’heure actuelle «établiront les principes et les conditions pour les cinquante prochaines années».

Le problème, c’est que les mouvements, contrairement au capital, ont tendance à prendre leur temps. Surtout les mouvements visant à renforcer la démocratie et à permettre aux gens ordinaires de déterminer leurs objectifs et de s’emparer des rênes de l’histoire.

Elizabeth Yeampierre
© Cristian Carretero, pour *The Intercept*

Il est donc très positif que les Portoricains ne bâtissent pas ce mouvement pour l'autodétermination à partir de rien. En effet, ils se préparent à ce moment depuis des générations, depuis les grandes heures de la lutte pour l'indépendance jusqu'à la bataille victorieuse pour chasser la marine des États-Unis de Vieques, en passant par la coalition contre la dette et l'austérité, particulièrement active dans les mois ayant précédé le passage de Maria.

D'autre part, de nombreux Portoricains bâtissent déjà leur futur monde en modèle réduit, sur ces îlots de souveraineté dissimulés en mains endroits du territoire. Désormais, à Mariana, ces îlots se sont rapprochés, formant leur propre archipel politique parallèle.

Elizabeth Yeampierre, présente au sommet de Mariana, estime qu'en dépit de toute la dévastation qu'a subie Porto Rico, ses compatriotes possèdent la force morale pour livrer les batailles qui s'annoncent. «J'observe un degré de résistance et de soutien que je n'imaginais pas possible, m'a-t-elle confié. Et

il me rappelle le fait que ces gens sont les descendants d’esclaves et de colonisés, et qu’ils sont forts.»

Dans les semaines qui ont suivi mon départ de l’île, les 60 groupes représentés à Mariana ont formé une organisation politique baptisée JunteGente et ont tenu des assemblées dans tout l’archipel. Inspirés par divers modèles autour du monde, ils ont commencé à élaborer une plateforme populaire, laquelle unira leurs différentes causes en une vision commune pour un nouveau Porto Rico. Celle-ci est fondée sur la ferme conviction que malgré les siècles d’assauts contre leur souveraineté, seuls les habitants de Porto Rico disposent du droit d’inventer leur avenir commun.

De ce fait, six mois après que Maria a révélé tant de défaillances et quelques bons coups, Porto Rico se retrouve en proie à un combat d’utopies. Les Portopistes rêvent d’une sécession radicale avec la société à l’intérieur d’enclaves privatisées. Les groupes réunis à Mariana rêvent d’une société exigeant des responsabilités et un engagement accrus – envers les autres, au sein des communautés et à l’égard de la nature, dont la bonne santé constitue un prérequis pour tout scénario d’avenir sûr. Nous assistons réellement à une bataille entre la souveraineté pour tous et la sécession pour quelques-uns.

Pour l’instant, ces versions diamétralement opposées de l’utopie progressent au sein de leurs propres mondes parallèles, à leur propre rythme, l’une à la faveur des chocs, l’autre en dépit de ceux-ci. Mais elles gagnent toutes deux rapidement de la vitesse et, dans les mois et les années lourds d’enjeux qui s’annoncent, leur collision est inévitable.

[1] Alexandre Fache, «Un an après Irma. Les larmes de Saint-Martin coulent encore», *L'Humanité*, 14 septembre 2018, "site web".

[2] En français dans l'original. [NdT]

[3] Le Superfund est le surnom donné au Comprehensive Environmental Response, Compensation, and Liability Act (CERCLA), loi fédérale établie pour nettoyer et permettre la réutilisation de sites non utilisés et toxiques représentant un danger pour la santé et l'environnement. [NdT]

[4] Depuis, des études ont revu ces chiffres nettement à la hausse, allant de 3 000 à 4 600 morts. Voir notamment Vann R. Newkirk II, «A Year After Hurricane Maria, Puerto Rico Finally Knows How Many People Died», *The Atlantic*, 28 août 2018; et «The True Scope of the Disaster in Puerto Rico», *The Atlantic*, 29 mai 2018. [NdT]

[5] Les écoles à charte bénéficient d'un financement public, mais leur gestion est privée. Elles jouissent d'une très grande autonomie sur le plan pédagogique et en ce qui concerne les conditions de travail de leur personnel. Elles sont critiquées pour leur opacité, notamment financière, et pour l'accent qu'elles placent sur les résultats aux dépens d'un enseignement plus adapté aux besoins particuliers des élèves. [NdT]

[6] Subvention gouvernementale accordée aux parents d'un élève en vue de son inscription à une école de leur choix, publique ou privée, les chèques-éducation accentuent la compétition entre les établissements scolaires. Cela peut se traduire par une baisse de la fréquentation des écoles publiques et du budget qui leur est alloué, celui-ci étant calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits grâce aux chèques-éducation. [NdT]

Table des matières

Préface

Avant-propos

1. Une oasis solaire

2. L’invasion des Portopistes

3. Une île qui ne veut plus servir de cobaye

4. «Bienvenue au pays magique»

5. Des stratégies du choc à n’en plus finir

6. Désarroi, distraction, désespoir et disparition

7. La convergence des îlots de souveraineté

8. Une course contre la montre

DÉJÀ PARUS DANS LA COLLECTION «FUTUR PROCHE»

– Atossa Araxia Abrahamian, *Citoyennetés à vendre. Enquête sur le marché international des passeports*
– Normand Baillargeon et Jean-Marc Piotte (dir.), *Au bout de l'impasse, à gauche. Récits de vie militante et perspectives d'avenir*
– Franco «Bifo» Berardi, *Tueries. Forcenés et suicidaires à l'ère du capitalisme absolu*
– Gaétan Breton, *La dette. Règlement de comptes*
– Gaétan Breton, *Faire payer les pauvres. Éléments pour une fiscalité progressiste*
– Gaétan Breton, *Tout doit disparaître. Partenariats public-privé et liquidation des services publics*
– Jean Bricmont, *L'impérialisme humanitaire. Droit humanitaire, droit d'ingérence, doit du plus fort?*
– Pierre-Luc Brisson, *L'âge des démagogues. Entretiens avec Chris Hedges*
– Noam Chomsky, *Comprendre le pouvoir*
– Noam Chomsky, *Futurs proches. Liberté, indépendance et impérialisme au XXI^e siècle*
– Noam Chomsky, *L'optimisme contre le désespoir. Entretiens avec C.J. Polychroniou*
– Noam Chomsky, *Qui mène le monde?*
– Gabriella Coleman, *Anonymous. Hacker, activiste, faussaire, mouchard, lanceur d'alerte*
– Francis Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*
– Chris Hedges, *L'empire de l'illusion. La mort de la culture et le triomphe du spectacle*
– Chris Hedges, *La mort de l'élite progressiste*
– Edward S. Herman et David Peterson, *Génocide et propagande. L'instrumentalisation politique des massacres*
– Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), *Dépossession: une histoire économique du Québec contemporain. Tome 1: les ressources*
– Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*
– Naomi Klein, *Dire non ne suffit plus. Contre la stratégie du choc de Trump*
– Naomi Klein, *No logo. La tyrannie des marques*
– Naomi Klein, *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*
– Andrea Langlois et Frédéric Dubois (dir.), *Médias autonomes. Nourrir la résistance et la dissidence*
– Linda McQuaig, *Les milliardaires. Comment les ultra-riches nuisent à l'économie*
– Luc Rabouin, *Démocratiser la ville. Le budget participatif: de Porto Alegre à Montréal*
– Sherene H. Razack, *La chasse aux Musulmans. Évincer les Musulmans de l'espace politique*
– Jeremy Scahill et l'équipe de *The Intercept*, *La machine à tuer. La guerre des drones*
– Jeremy Scahill, *Le nouvel art de la guerre. Dirty Wars*
– Tom Slee, *Ce qui est à toi est à moi. Contre Airbnb, Uber et autres avatars de l'«économie du partage»*
– Nick Srnicek, *Capitalisme de plateforme. L'hégémonie de l'économie numérique*
– Astra Taylor, *Démocratie.com. Pouvoir, culture et résistance à l'ère des géants de la Silicon Valley*
– Lesley W. Wood, *Mater la meute. La militarisation de la gestion policière des manifestations*

L’epub et la mise en page sont de claudebergeron.com

La révision du texte est de Colette St-Hilaire

Lux Éditeur
C.P. 60191
Montréal, Qc H2J 4E1
www.luxediteur.com